



Clingendael

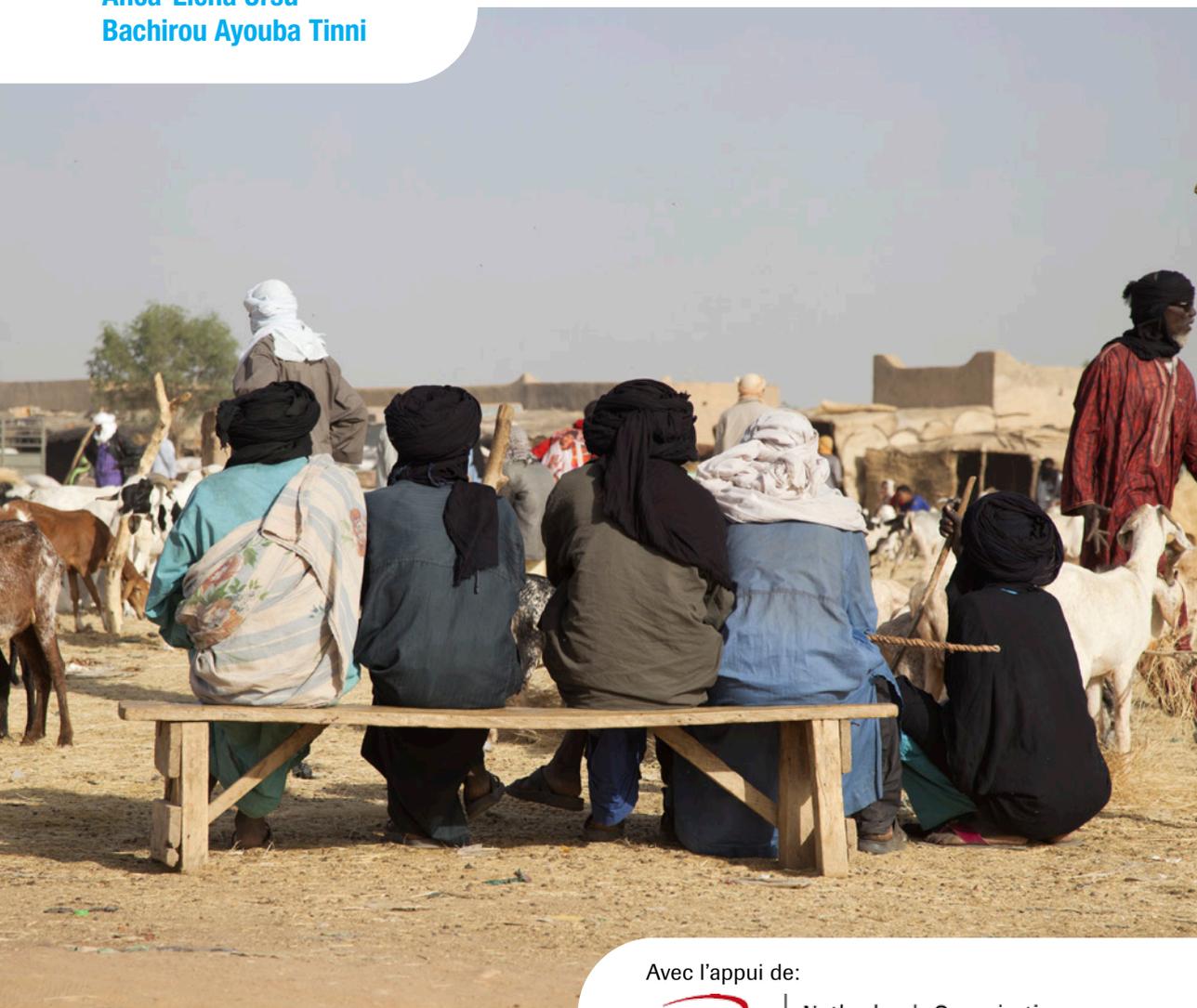
Netherlands Institute of International Relations



Opportunités de gouvernance locale pour une gestion durable de la migration à Agadez

Fransje Molenaar
Anca-Elena Ursu
Bachirou Ayouba Tinni

CRU Report



Avec l'appui de:



Netherlands Organisation
for Scientific Research

Opportunités de gouvernance locale pour une gestion durable de la migration à Agadez

Octobre 2017

© Institut néerlandais des relations internationales de Clingendael

Photographie de couverture: Des hommes assis sur un banc auprès du marché d'Agadez
© Boris Kester / traveladventures.org

Toute utilisation non autorisée des documents enfreint le droit d'auteur, et lois relatives aux marques et/ou autres lois. Si un utilisateur vient à télécharger des documents depuis le site Internet ou toute autre source connexe de l'Institut néerlandais des relations internationales de Clingendael, ou de l'Institut Clingendael, à des fins personnelles et non commerciales, l'utilisateur doit maintenir tous les droits d'auteur, marques ou mentions similaires que contient l'original ou qui figurent sur toutes copies de l'original.

Les documents qui se trouvent sur le site Internet de l'Institut Clingendael peuvent être reproduits ou affichés, distribués ou utilisés publiquement à des fins non commerciales, mais seulement en présence de la mention de l'Institut Clingendael comme en étant la source. Avant d'utiliser le logo, il convient d'obtenir la permission de l'Institut Clingendael en contactant son Service des communications à press@clingendael.org.

L'Institut Clingendael interdit les activités en ligne suivantes qui sont susceptibles de susciter des problèmes de contrefaçon de droits d'auteur et de marques : liens qui comportent l'utilisation non autorisée de notre logo, encadré, liens intégrés, ou métabalises, ainsi que des hyperliens ou une forme de lien dissimulant l'URL.

À propos des auteurs

Fransje Molenaar – Chargée de recherche principale à l'Unité de Recherche sur les Conflits de l'Institut Clingendael

Anca-Elena Ursu – Assistante de recherche à l'Unité de Recherche sur les Conflits de l'Institut Clingendael

Bachirou Ayouba Tinni – Doctorant à l'Université de Niamey

Institut Clingendael
P.O. Box 93080
2509 AB La Haye
Pays-Bas

Suivez-nous sur les médias sociaux

 @clingendaelorg

 The Clingendael Institute

 The Clingendael Institute

Email: cru@clingendael.org

Site internet: www.clingendael.org/cru

Remerciements

Ce rapport n'aurait pas été possible sans le soutien financier reçu de NWO-WOTRO – commandé par le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas et développé en étroite collaboration avec la plate-forme de connaissances sur la sécurité et l'état de droit (SRoL-ARF5). Nous remercions notre partenaire de recherche, le groupe de réflexion nigérien Economie Politique & Gouvernance Autonome (EPGA), son directeur, Rahmane Idrissa et les enquêteurs de l'EPGA pour leurs efforts incessants pour soutenir la conception et la distribution de notre enquête et pour leurs commentaires sur ce rapport. Les auteurs remercient également le personnel de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) au Niger pour leur soutien tout au long de la réalisation du projet de recherche. En particulier, nous tenons à remercier Livia Manente, Maria Veger et Lucia Anna Speh pour leurs nombreuses idées lors du processus de révision de ces rapports. La conception de l'enquête a été davantage étayée par l'expertise de Jannine van der Maat et Kars de Bruijne qui assuraient une caution scientifique. Nous remercions particulièrement Philippe Frowd, Francesco Mascini, Erwin van Veen et Megan Price, qui ont consacré du temps à nous fournir des commentaires et des suggestions. Enfin, nous sommes particulièrement reconnaissants vis-à-vis des personnes qui ont répondu à notre enquête, participé à des groupes de discussion et ont généralement démontré leur volonté de partager leurs idées sur des sujets aussi complexes.

Table des matières

Extrait	3
Résumé exécutif	4
Liste des abréviations	6
Introduction	7
1 La légitimité des autorités étatiques	10
Une cartographie des autorités étatiques	10
Migration et fourniture de services locaux	13
Les politiques migratoires et la légitimité des autorités étatiques	17
Stimuler la légitimité des autorités locales	21
2 Impact de la loi sur la migration sur la sécurité	26
L'insécurité des migrants	26
Insécurité des résidents	29
Radicalisation, extrémisme violent et rébellion	30
3 Opportunités pour le développement et la stabilité	40
Renforcer la légitimité de l'État	40
Renforcer la sécurité	44
Conclusion	46
Annexe – Méthode de recherche	47
Références	49

Extrait

Ce rapport explore les effets de la migration et de la mise en œuvre des politiques migratoires dans le nord du Niger. Le rapport montre que la communauté d'Agadez est de plus en plus frustrée par les autorités politiques locales qui sont perçues comme profitant de l'Union européenne (UE) que leur propre population. Il s'agit d'un développement troublant, surtout parce que les résultats de notre enquête montrent que les autorités locales de l'État n'inspirent pas une grande confiance dans leur population. En outre, le rapport décrit dans quelle mesure la région d'Agadez connaît une augmentation de l'insécurité sur plusieurs aspects. Ces deux dynamiques suggèrent que, bien que la région soit relativement stable pour l'instant, il faudrait prendre soin d'investir dans des politiques qui renforcent la légitimité des autorités locales en soutenant le renforcement de la qualité et de la responsabilité des institutions dans les zones de prestation de services. De plus, il faudrait remédier à la radicalisation potentielle et aux conflits afin de s'assurer que la région d'Agadez reste un symbole de stabilité dans une région autrement volatile.

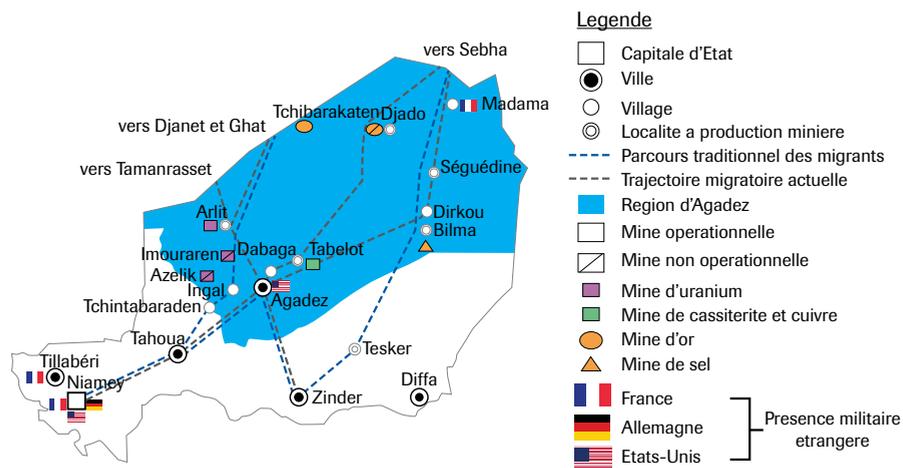


Figure 1 Présence militaire étrangère

Résumé analytique

Fin 2016, les efforts déployés par l'UE pour lutter contre la migration irrégulière ont entraîné la reconfiguration de l'industrie de la migration d'Agadez. Les arrestations de conducteurs et d'opérateurs de ghetto (les responsables des quartiers de logements privés où les migrants sont logés pendant leur séjour à Agadez), ainsi que la confiscation des camions utilisés pour transporter les migrants à travers le désert ont entraîné une baisse substantielle du nombre de migrants que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a enregistré en transit d'Agadez vers la Libye et l'Algérie. Dernières d'une série de développements restreignant les opportunités économiques dans la région, les politiques visant la migration irrégulière ont entraîné, d'une part, une baisse de l'emploi direct dans l'industrie de la migration, et d'autre part, une baisse de la demande dans les secteurs secondaires connexes. Ce rapport explore dans quelle mesure les autorités locales ont été capables d'amortir la baisse de leur population et comment les éventuelles injustices résultant de cette contrainte économique ont créé des risques de conflit dans la région.

Le rapport affirme que la mise en œuvre des politiques visant la migration irrégulière a opposé la population locale d'Agadez aux autorités locales de l'État. Les gens estiment que ces autorités n'ont pas été en mesure de fournir d'autres opportunités économiques lorsque l'industrie de la migration a été fermée. De telles perceptions nuisent à la légitimité des autorités locales de l'État, dans lesquelles la population n'a pas une grande confiance comme les résultats de notre enquête le montrent, en particulier par rapport aux autorités traditionnelles et religieuses. Les autorités locales de l'État sont très conscientes qu'elles doivent prendre des mesures pour remédier à l'impact négatif des mesures d'atténuation de la migration à Agadez. Au cours des derniers mois, elles ont donc adopté un Plan de Reconversion qui offre aux anciens facilitateurs de la migration un financement de démarrage pour d'autres initiatives économiques. Étant donné que les partenaires internationaux se sont mobilisés pour fournir un financement pour un projet pilote seulement, la mise en œuvre du Plan de reconversion a contribué à la frustration et au sentiment d'injustice parmi les candidats qui ne se sont pas vus allouer de financement. Un succès rapide pour renforcer la légitimité des autorités locales serait de financer l'ensemble du Plan de Reconversion et d'étudier comment cette initiative pourrait être liée à des programmes plus larges de développement durable du secteur privé.

La mise en œuvre des politiques d'atténuation de la migration a également entraîné une plus grande insécurité dans la région d'Agadez, dans divers aspects. Les migrants sont évidemment, les premières victimes de cette insécurité. Leur séjour à Agadez et leurs voyages à travers le désert sont devenus encore plus clandestins, plus coûteux et

plus enclins aux violations des droits de l'homme et aux difficultés. L'insécurité s'étend également à la population d'Agadez, dans la mesure où de nombreux jeunes hommes armés sont tombés dans le banditisme pour combler leurs besoins économiques immédiats. En ce qui concerne la radicalisation et la dynamique conflictuelle de manière plus générale, les informations tirées de l'enquête et des entretiens indiquent qu'Agadez est relativement stable pour l'instant. Les données montrent toutefois que cette stabilité dépend davantage d'une combinaison d'expériences accumulées par les diverses rébellions précédentes, de filets de sécurité informels et de garanties mises en œuvre au niveau de l'élite que grâce aux politiques de développement efficaces répondant aux injustices ressenties par la population locale. Étant donné que les projecteurs internationaux ont été tournés sur Agadez, il semble opportun de commencer à penser à des moyens d'investir dans des politiques qui visent la radicalisation et la dynamique des conflits potentiels et qui garantissent que les politiques migratoires soient mises en œuvre conformément aux engagements internationaux en matière de droits de l'homme et à l'Etat de droit, la participation et la protection des citoyens et la responsabilité des forces de sécurité de l'État.

En particulier, les recommandations du rapport mettent l'accent sur plusieurs initiatives locales qui offrent des possibilités de développement ou de renforcement de la légitimité des institutions étatiques. Elles vont de l'utilisation de mécanismes consultatifs locaux pour planifier les interventions dans la région, investir dans la décentralisation et la prestation de services locaux, travailler avec des partenaires clés pour informer la population locale des possibilités et des limites des projets de développement international, jusqu'à des modifications proposées au Plan de Reconversion pour qu'il tienne compte des conflits. Pour renforcer la sécurité dans la région, le rapport propose des moyens d'investir dans la sécurité de la communauté et des migrants, suggère l'implication des communautés locales dans l'identification des violations des droits de l'homme des migrants, identifie les moyens d'investir dans la gestion du conflit ascendant et propose que toutes les interventions dans la région soient conçues de manière PEV / CEV. Il conclut qu'à ce jour, la population d'Agadez n'a pas beaucoup bénéficié du financement investi dans la région pour aborder la migration et qu'il est temps d'inverser cette tendance.

Liste des abréviations

ANFICT	Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales
CFA	Communauté Financière d'Afrique
COCORAT	Commission Consultative Régionale de l'Administration Territoriale
CEV	Lutte Contre l'Extrémisme Violent
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réintégration
EPGA	Economie Politique et Gouvernance Autonome
EUTF	Fonds fiduciaire de l'Union Européenne pour l'Afrique
HACP	Haute Autorité à la Consolidation de la Paix
ODI	Overseas Development Institute
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
PAEIRA	Plan d'Actions à Impact Economique Rapide à Agadez
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PEV	Prévention de l'Extrémisme Violent
UE	Union Européenne
USAID	United States Agency for International Development
XOF/FCFA	Organisation Internationale de Normalisation de la dénomination de la monnaie XOF / Franc CFA

Introduction

Le Niger est un état relativement calme dans une région autrement instable. Le Mali, son voisin direct vers l'ouest, est soumis à des conflits ouverts au centre et au nord du pays, résultant d'une combinaison toxique de conflits fonciers entre les populations sédentaires et les éleveurs semi-nomades, les mouvements séparatistes et les groupes extrémistes armés. Plusieurs de ces groupes extrémistes armés sont fortement liés à Al-Qaïda au Maghreb Islamique, dont la principale base d'opérations est située chez son voisin au nord du Niger, l'Algérie. L'État libyen, l'autre voisin au nord du Niger, s'est fracturé violemment en plusieurs milices armées, dont certaines ont des liens ethniques s'étendant aussi au Niger.¹ Cette géographie de la violence armée (extrémiste) se chevauche avec de vieilles routes commerciales et de trafic et, ce n'est donc pas une coïncidence, qu'elle le soit aussi avec des itinéraires utilisés pour faciliter la migration irrégulière vers l'Algérie et la Libye, avec Agadez dans son centre.²

Agadez, la plus grande province du Niger, s'étend sur plus de la moitié du territoire de l'État et comprend des sites tels que le désert du Ténéré, les dunes de sable de Bilma et les montagnes de l'Aïr.³ C'est une région peu peuplée, qui abrite seulement 3 pour cent de la population nigérienne. Une proportion importante des habitants d'Agadez sont des personnes nomades ou semi-nomades. La position stratégique d'Agadez au centre des routes de voyages nomades d'antan et des itinéraires commerciaux et de trafic transfrontaliers modernes a entraîné le développement d'une économie fortement basée sur la mobilité et les réseaux commerciaux – la migration étant un élément important de cette mobilité basée sur l'économie. Comme décrit dans le rapport complémentaire de

-
- 1 Dans le même temps, les activités de Boko Haram dans le bassin du lac Tchad accentuent de plus en plus les conflits locaux sur l'accès aux ressources dans le sud-est du Niger. International Crisis Group. 2017. 'Niger and BokoHaram: Beyond Counter-insurgency,' Report no. 245, Bruxelles, ICG.
 - 2 La migration irrégulière est définie comme une migration effectuée par des personnes «qui, en raison d'une entrée non autorisée, d'une violation d'une condition d'entrée ou de l'expiration de leur visa, n'ont pas de statut juridique dans un pays de transit ou d'accueil» (Malakooti, A. 2015. *Migration Trends Across the Mediterranean*, Paris, Altai Consulting and IOM, 3). Les flux migratoires irréguliers sont intégrés dans les «mouvements temporaires et réversibles» [migrations circulaires], «migrations à long terme» et «migrations forcées [réfugiés]» (Guilmoto, C.Z. and Sandron, F. 2003. *Migration et développement*, Paris, La Documentation Française). Bien que la majorité des migrants à Agadez soient des migrants réguliers d'Afrique de l'Ouest voyageant librement sous le protocole de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), (les débats entourant) la mise en œuvre de la loi de 2015 ont transformé ces migrants en migrants irréguliers. Légalement parlant, la migration devient irrégulière seulement lorsque les citoyens de la CEDEAO traversent la frontière avec la Libye et l'Algérie sans documents de voyage valides.
 - 3 Il constitue ainsi la plus grande subdivision d'un Etat africain.

cette étude: [Migration et Marchés à Agadez: alternatives économiques à l'industrie de la migration](#), la mise en œuvre de la loi de 2015 Relative au Trafic Illicite de Migrants⁴ au second semestre de 2016 a toutefois entraîné, ces derniers temps, une baisse des flux migratoires enregistrés d'Agadez vers la Libye et l'Algérie.⁵ Cela a intensifié la rareté des opportunités économiques décroissantes depuis une décennie dans la région d'Agadez et a accru les difficultés économiques pour la population d'Agadez.⁶

Ce rapport fait valoir que les futures politiques migratoires devraient être conscientes de la situation géographique d'Agadez entre instabilité et augmentation des injustices économiques que la mise en œuvre des mesures d'atténuation de la migration a entraînée.⁷ Cela est particulièrement pertinent étant donné qu'une étude récente de l'Overseas Development Institute (ODI) constate la présence de «plusieurs facteurs structurels dynamiques qui influencent la trajectoire de la radicalisation dans la région d'Agadez.⁸ Tous ces facteurs suggèrent que les politiques de migration ne peuvent être mises en œuvre de manière durable sans examiner comment ces mesures affectent la réactivité de l'État pour s'attaquer aux injustices sur les civils, aux dynamiques potentielles de radicalisation et au développement économique. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), «l'extrémisme violent en Afrique met en marche un renversement dramatique des bénéfices du développement et menace de freiner les perspectives de développement dans les décennies à venir».⁹ Les politiques de migration qui ne tiennent pas compte de la nécessité de prévenir ou de riposter face à l'extrémisme violent (PEV / CEV) menacent ainsi de saper l'un de leurs propres objectifs: investir dans le développement pour résoudre les causes profondes de la migration.

4 République du Niger. 2015. 'Loi 2015-36 Relative au Trafic Illicite de Migrants' (ci-après 'la loi de 2015').

5 Ce rapport fait partie d'une série étudiant l'effet de la migration et des politiques migratoires sur Agadez. Le rapport complémentaire de ce rapport intitulé [Migration et marchés à Agadez: des alternatives économiques à l'industrie des migrations](#) place l'industrie de la migration d'Agadez dans le contexte plus large de l'économie politique de la ville. Le rapport de synthèse [Une ligne dans le sable: Feuille de route pour une gestion durable des migrations à Agadez](#) résume les conclusions et les recommandations des deux rapports.

6 Plusieurs autres secteurs économiques clés tels que le tourisme, l'artisanat, l'uranium et l'or ont également décliné au cours de la dernière décennie en raison de la rébellion, de la menace terroriste et des fermetures (temporaires) des mines et des sites miniers. Voir le rapport complémentaire de cette étude [Migration et Marchés à Agadez: Alternatives économiques à l'industrie de la migration](#).

7 Cette préoccupation est également exprimée par les autorités étatiques d'Agadez. Voir Commune d'Agadez. 2016. 'Rapport de la table-ronde sur la problématique de la migration dans la commune urbaine d'Agadez,' 9.

8 McCullough, A., Schomerus, M. and Harouna, A. 2017. 'Comprendre les trajectoires de la radicalisation à Agadez,' London, Overseas Development Institute, 6.

9 Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). 2017. *Journey to Extremism in Africa: Drivers, Incentives and the Tipping Point for Recruitment*, New York, Bureau Régional pour l'Afrique, 4.

Ce rapport se propose donc d'explorer comment les politiques de migration pourraient être conçues de manière à tenir compte des conflits potentiels et des modèles de radicalisation. En s'appuyant sur les données d'enquête, les discussions de groupes et les entrevues avec les informateurs clés (voir l'annexe 1 pour un aperçu de la méthodologie de la recherche), le rapport décrit d'abord les principales structures de gouvernance locale pour informer le lecteur sur les autorités chargées de la mise en œuvre des politiques de migration et du développement dans la région – ainsi que d'autres acteurs potentiellement pertinents souvent négligés par les décideurs politiques. Cette section traite également de l'effet des politiques migratoires actuelles sur la légitimité des autorités de l'État et identifie les principaux points d'entrée pour les politiques de migration qui renforcent plutôt que d'affaiblir le cadre institutionnel existant et qui contribuent à la satisfaction de la population d'Agadez avec des acteurs de la gouvernance locale. La deuxième section du rapport identifie comment les politiques de migration ont affecté la sécurité d'Agadez sur différents aspects. La troisième section propose des recommandations politiques concrètes pour répondre à plusieurs conséquences imprévues des politiques de gestion des migrations dans la région.

1 La légitimité des autorités étatiques

Le PNUD note que «le sentiment d'injustice et la confiance limitée envers le gouvernement, sont partagés dans les régions africaines où il y a un fort taux d'extrémisme violent».¹⁰ Il faut donc veiller à ce que la collaboration active du gouvernement nigérien avec les politiques migratoires de l'UE, dans la mesure où l'UE désigne le Niger comme «emblématique de ce qui peut être réalisé avec un pays de transit dans le Cadre du partenariat sur la migration», ne débouche pas sur un sentiment d'injustice à l'égard du gouvernement.¹¹ Il est utile à cet égard que l'implication actuelle de l'UE au Niger crée une opportunité pour soutenir les initiatives en cours des gouvernements locaux pour renforcer la performance de l'Etat à Agadez.¹² La section suivante fournit une cartographie des autorités étatiques nigériennes pour identifier les partenaires clés dans de telles initiatives. Les sections suivantes discutent du processus de décentralisation et de l'effet des politiques migratoires actuelles sur la légitimité des autorités étatiques à identifier les points d'entrée clés pour les politiques migratoires qui renforcent plutôt qu'affaiblissent le cadre institutionnel existant et contribuent à la satisfaction de la population d'Agadez.

Une cartographie des autorités étatiques

Le territoire nigérien est divisé en sept régions – Agadez, Diffa, Dosso, Maradi, Tahoua, Tillabéri, Zinder – et la circonscription de la capitale, Niamey. Les régions sont subdivisées en 63 départements et 266 communes, elles-mêmes subdivisées en cantons (agglomérations sédentaires) et en groupements (agglomérations nomades). Les communes sont les unités territoriales administratives de base.¹³ La gouvernance locale de ces unités prend la forme d'une structure multicouche composée de quatre types d'autorités de l'État: les autorités du gouvernement central, dont les politiques sont mises en œuvre au niveau municipal par les autorités de l'administration décentralisée,

10 *Id.*, 5.

11 Commission Européenne (CE). 2017. 'Fourth Progress Report on the Partnership Framework with third countries under the European Agenda on Migration,' Strasbourg.

12 Il convient de reconnaître que le PNUD identifie de manière cruciale une expérience positive de fourniture de services efficaces comme source majeure de résilience. PNUD, *op. cit.*, 5.

13 République du Niger, 2008. 'Loi 2008-42,' 31 Juillet.

les autorités élues, qui constituent la structure des autorités locales avec les autorités traditionnelles (voir la figure 2 pour un aperçu).¹⁴

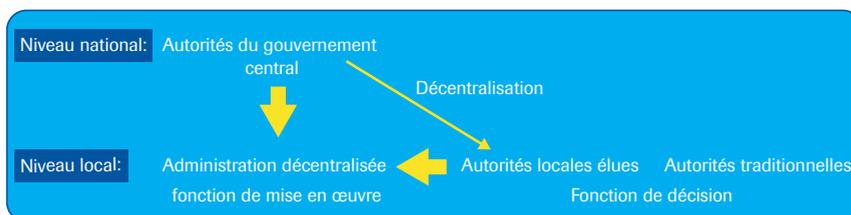


Figure 2 Cartographie de la gouvernance locale

Les communes exercent leurs compétences sous la tutelle de l'État, en accord avec les lois et directives nationales. Au niveau régional, le gouverneur nommé au niveau central fonctionne comme un agent de liaison entre le gouvernement central et le gouvernement local.¹⁵ Le gouverneur supervise les aspects de la politique gouvernementale qui ne sont pas décentralisés (comme la sécurité) et assure l'harmonie entre les politiques régionales et centrales. A ce titre, le gouverneur coordonne et contrôle le travail des préfets, qui représentent le gouvernement central dans les 63 départements. Au service de l'Etat, le préfet assure l'ordre public, l'application des lois et la protection des populations locales. De plus, il opérationnalise les politiques étatiques à travers le département.¹⁶ L'administration décentralisée se compose de décideurs qui relèvent officiellement des ministères centraux mais qui sont dévolus au gouvernement local pour aider à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques locales. C'est la prérogative du gouverneur d'autoriser les autorités de l'administration décentralisée à suivre les ordres et les instructions des autorités élues localement.¹⁷

Les autorités élues localement prennent la forme de conseils municipaux et régionaux présidés respectivement par un maire et un président.¹⁸ Au sein de chaque conseil, municipal et régional, il existe six comités spécialisés qui élaborent des politiques sur

14 Le reste de ce rapport utilise le terme «autorités locales de l'État» pour distinguer les autorités locales élues et les autorités de l'administration décentralisée des autorités traditionnelles.

15 République du Niger. Code général des collectivités territoriales. Articles 9 et 307.

16 Voir République du Niger. 2015. *Brochure d'information sur la décentralisation au Niger*;81;2010. 'Ordonnance N° 2010-54 portant Code Général des Collectivités Territoriales de la République du Niger,' Art. 306, 308-311.

17 Interview en ligne avec le chercheur 2 de l'EPGA. 2017, Septembre.

18 Dans leurs mandats, la structure et les règles de procédure sont similaires, bien que les autorités régionales soient chargées de gérer un plus grand territoire. Pour exercer leurs fonctions, chaque commune dispose de son propre budget et gère un territoire défini.

les affaires financières; affaires sociales, culturelles et sportives; le développement rural et l'environnement; affaires économiques; affaires foncières; affaires générales, institutionnelles et de coopération.¹⁹ Le conseil municipal est un organe collégial et délibérant, élu au suffrage universel au niveau des communes.²⁰ Les mandats des deux conseils s'étendent sur cinq ans et leurs membres sont répartis entre les conseillers municipaux élus et les membres *ex officio*. Ces derniers ne sont pas porteurs du droit de vote et comprennent les députés de l'Assemblée nationale issus de la commune ou de la région et les autorités traditionnelles, telles que les sultans, les chefs de cantons et de groupements.²¹

Ces *autorités traditionnelles* constituent un ensemble final d'acteurs de la gouvernance locale. Le Niger est l'un des rares pays d'Afrique de l'Ouest à avoir codifié constitutionnellement le rôle des autorités traditionnelles dans la structure officielle de l'Etat.²² Dans le cas d'Agadez, le sultan de l'Aïr incarne la principale autorité traditionnelle. Comme l'un des subordonnés le dit, «le Président est le chef du Niger, le sultan est le chef d'Agadez».²³ Le sultan détient les pouvoirs administratifs et judiciaires qu'il délègue à ses subordonnés. Les chefs traditionnels rapportent au sultan à différents niveaux. Sur le plan régional, il est représenté par des chefs de groupements et de cantons suivis à leur tour par des chefs de tribus nomades et de villages. Au niveau communal, les chefs de quartiers lui rendent compte.²⁴ Les *qadis* (figures judiciaires traditionnelles) et les chefs des femmes constituent deux couches supplémentaires

19 Le Conseil Régional d'Agadez dispose également d'un septième comité créé en 2014. Connu sous le nom de Commission pour la Paix, il est chargé d'assurer le maintien de la paix à la suite de la rébellion conclue en 2009.

20 République du Niger, 2015, *op. cit.*, 29-30; 2010, *op. cit.*, Art 23-26.

21 Le nombre de conseillers varie de 11 à 25, proportionnellement à la population, à l'exclusion des membres *ex officio*. Récemment, des quotas de genre ont été établis, exigeant la participation minimale de 15 pour cent des deux sexes. République du Niger. 2014. «Loi 2014-64 modifiant et complétant la loi n ° 2000-008 du 07 juin 2000 instituant le système de quotas dans les fonctions électives, au gouvernement et dans l'administration de l'État». 5 novembre.

22 République du Niger. 2015. 'Loi 2015-01 portant statut de la chefferie traditionnelle en République du Niger'.

23 Entretien personnel avec un conseiller municipal. 2017. Agadez, Niger, Juillet. Le sultan est un fonctionnaire prestigieux payé par le gouvernement central. Le pouvoir du sultan est basé sur la déférence traditionnelle des personnes originaires de sa juridiction, mais il n'a aucun pouvoir sur les résidents non autochtones. Cela est vrai aussi pour d'autres sultans au Niger. Interview en ligne avec un chercheur de l'EPGA. 2017, Septembre.

24 Les chefs traditionnels sont payés à partir du budget national avec une somme forfaitaire annuelle, basée sur le classement; ils bénéficient de soins de santé gratuits et peuvent demander le remboursement de leurs dépenses dans l'exercice de leur fonction. Voir: Art. 30, 32, 33, 'Loi 2015-01 Portant Statut de la Chefferie Traditionnelle en République du Niger.'

d'autorités traditionnelles qui relèvent de la structure d'autorité du sultan.²⁵ En plus de former un lien important entre les autorités de l'État et la population locale par leur présence aux réunions régionales et municipales, les autorités traditionnelles et religieuses atténuent les conflits communaux²⁶ et sauvegardent les traditions en organisant des manifestations culturelles et des festivités religieuses.²⁷

Migration et fourniture de services locaux

Il faut reconnaître que «l'expérience positive d'une prestation de services efficace témoigne d'une source de résilience» contre l'extrémisme violent.²⁸ Dans le cadre de nos recherches, nous avons donc cherché à savoir quelles autorités étaient responsables de la prestation de services à Agadez et comment la migration avait affecté ces prestations de services. Comme discuté, la structure formelle d'état attribue aux autorités traditionnelles un rôle plus cérémonieux, une fonction informative et un rôle dans le règlement des conflits. Les autorités étatiques sont plus impliquées dans la fourniture de services tels que les soins de santé, l'éducation et la sécurité. Les données de l'enquête montrent que les personnes interrogées reconnaissent cette répartition des tâches entre les différents ensembles d'autorités.

Lorsqu'on leur demande à qui s'adressent les personnes interrogées pour un règlement de conflit avec leurs voisins, par exemple, les personnes interrogées répondent majoritairement qu'ils iraient à leurs chefs traditionnels (51 pour cent) ou à leurs aînés (21 pour cent). Les autres possibilités pour certaines personnes interrogées sont la police (10 pour cent), un imam (7 pour cent) ou le sultan (7 pour cent). Presqu'aucune personne interrogée ne se tourne vers les élus locaux (3 pour cent), le pouvoir judiciaire (1,5 pour cent) ou les fonctionnaires (0,7 pour cent).²⁹ Ces résultats

25 Entretien personnel avec le sultan d'Agadez. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

26 Dans la société Touareg, les autorités / universitaires religieux sont membres du groupe de statut Ineslemen et sont représentés au Conseil Islamique du Niger (CIN). Le CIN est une organisation qui succède à l'Association Islamique du Niger de 1974 (AIN). La CIN est une organisation parrainée par l'État qui gère les mosquées du vendredi à travers le pays, remplit les positions de Qadis et administre les versions locales de la charia dans les situations de conflits familiaux, de mariages et de certains types de conflits sociaux. Dans chaque région, le CIN est composé de membres des familles les plus notables ou d'autres groupes établis d'érudits musulmans, tels que les Ineslemen à Agadez. Voir: Moulaye, H. 2006. 'Contribution des associations islamiques à la dynamique de l'islam au Niger,' Workingpaper no. 72, Institut für Ethnologie und Afrikastudien, Johannes Gutenberg-Universität.

27 Celles-ci incluent diverses activités telles que des danses et jouer des instruments traditionnels de la région comme le *biano* - tambours traditionnels.

28 McCullough, Schomerus, and Harouna, *op.cit.*

29 Nous invitons les lecteurs à explorer plus à fond les données d'enquête avec l'aide de notre bord interactif "[bord interactif](#)".

corroborent les données d'entrevues sur l'importance des autorités traditionnelles et religieuses par rapport aux autorités de l'État dans les questions liées à la résolution des conflits. D'autre part, lorsqu'on leur demande à qui s'adresser pour améliorer la prestation de services, telles que l'amélioration de l'éducation, des soins de santé et de l'approvisionnement en électricité, les personnes interrogées se tournent vers les fonctionnaires et, dans une moindre mesure, les élus locaux.³⁰

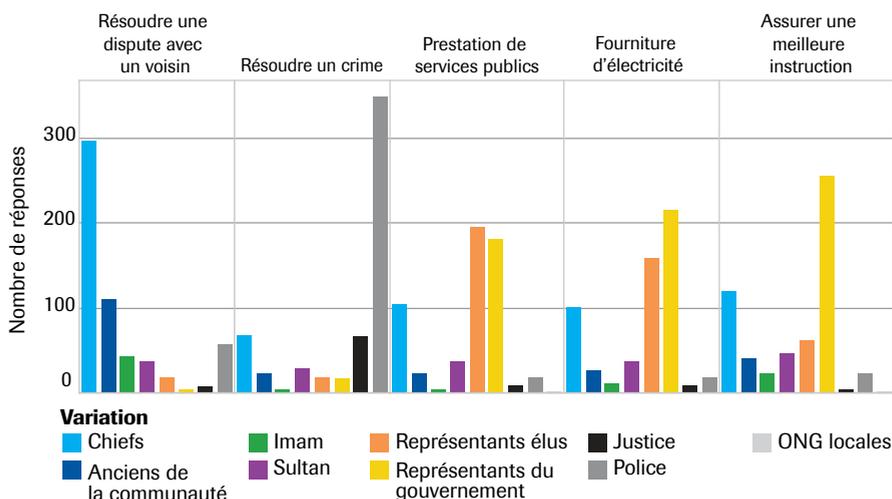


Figure 3 Les fonctions des autorités

Un examen plus approfondi du processus de décentralisation qui a débuté dans le sillage de la démocratisation dans les années 90 explique cette dernière répartition des

30 Les personnes interrogées ont fait remarquer que les questions liées à la sécurité, comme la sécurité la nuit et le signalement des crimes, relèvent de la compétence de la police. Un aspect particulièrement intéressant des compétences perçues de la police est que la police est vue comme une institution appropriée pour régler les différends financiers et assumer une compétence quasi judiciaire. Seulement 9 pour cent des personnes interrogées se tourneraient vers le système judiciaire, qui serait le forum institutionnel pour résoudre ce type de querelles, 45 pour cent à la police, 18 pour cent aux chefs traditionnels et 13 pour cent aux anciens de la communauté. Un expert explique que les gens n'aiment pas aller devant les tribunaux en raison des coûts associés et des procédures longues. De plus, les autorités traditionnelles évitent d'être impliquées dans des affaires financières car ce n'est pas de leur compétence. L'État tolère ce mécanisme de règlement des différends puisqu'il satisfait la population et allège l'arriéré d'un système judiciaire petit et surchargé. Interview en ligne avec un chercheur EPGA. 2017, Septembre.

compétences entre les fonctionnaires et les élus locaux.³¹ Sur le papier, le processus de décentralisation consiste à transférer un large éventail de fonctions aux collectivités locales, telles que le développement, l'éducation, les transports, les soins de santé, la gestion foncière et du domaine public et l'imposition et l'allocation des taxes pour bénéficier des fonds municipaux.³² En pratique, le processus de décentralisation a rencontré plusieurs obstacles. Dans son Plan de développement régional (PDR) 2016-2020, par exemple, le Conseil régional constate que le transfert effectif de compétences et de ressources de l'État vers le niveau local a connu de sérieux retards.³³ Selon leur analyse, cela est dû à la pénurie de personnel qualifié dans la majorité des communes, à la mauvaise gestion des budgets locaux et au manque de mobilisation des ressources aux niveaux local, régional et national.³⁴

Encadré 1 Le financement de l'administration décentralisée

Bien que les unités administratives locales soient financées par l'ANFICT – l'Agence Nationale pour le Financement des Collectivités Locales chargée de la gestion et du décaissement des fonds liés à la décentralisation – cette agence ne semble pas être opérationnelle à ce jour et Agadez n'a toujours pas reçu les 500 millions FCFA (760.000 euros) qu'elle devrait recevoir des taxes d'État. De plus, les sociétés minières, qui doivent payer des impôts au Conseil Régional, n'ont pas payé leurs cotisations au cours des deux dernières années, laissant la région et ses activités sous-financées. Les communes ont généralement été incapables de mettre en place leur propre infrastructure fiscale. Compte tenu de ce manque de financement, il n'est guère surprenant que le Conseil Régional identifie de graves lacunes dans la fourniture de services, les secteurs de production et la gestion des ressources naturelles.

31 Le Bay, S. and Loquai C. 2008. *Assessing decentralisation and local governance in West Africa*, Bamako, Communiqués, 60-61. La décentralisation est entrée en vigueur en 2002, lorsque le territoire du Niger a été divisé en 265 municipalités, suivi des premières élections locales en 2004. Mohamadou, A. 2009. 'Foncier pouvoirs locaux et décentralisation dans le département de Dakoro (Niger)', in: *Inventer et mobiliser le local*, ed. Hagberg, S., Marseille, Association Euro-Africaine pour l'Anthropologie du Changement Social et du Développement, Bulletin n. 31-32, 105-106. Actuellement, le Niger compte 266 municipalités après la création de la Commune de Makalondi en 2009 à la frontière avec le Burkina Faso.

32 République du Niger, 2015, op. cit., 30-32; 2010, op. cit.

33 Il est révélateur, par exemple, que les compétences en matière de soins de santé et d'éducation n'aient pas été effectivement transférées au niveau local avant l'adoption d'un décret présidentiel en 2016. Voir le Décret Présidentiel du 26 Janvier 2016 : République du Niger. 2016. 'Décret 2016-075 portant transfert des compétences et des ressources de l'état aux communes dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique et de l'environnement.'

34 Plan de Développement Régional. Pour une analyse similaire, voir: Fonds Monétaire International Département Afrique. 2013. *Niger: Poverty Reduction Strategy*, IMF Country Report no. 13/105, Washington, DC, Fonds Monétaire International.

D'un point de vue intéressant, l'essor de l'industrie de la migration a compensé dans une certaine mesure ce manque de ressources. En 2014, alors qu'Agadez était confrontée à une hausse du transit migratoire, environ 100 véhicules quittaient Agadez en direction de Dirkou à midi, tous les lundis. Un effet positif immédiat de ce phénomène pour les autorités locales de gouvernance est le fait qu'il a permis de collecter une taxe municipale substantielle sur les visiteurs, d'un montant estimé de 3 à 7 millions FCFA (4 500 à 10 500 euros) par semaine. Séguédine, un village de l'est de la région d'Agadez, a vu se développer une industrie hôtelière et une clinique de santé qui comptaient sur l'argent recueilli quotidiennement auprès des migrants nécessitant un traitement.³⁵ Après la mise en œuvre de la loi de 2015, cette taxe de séjour ne pouvait plus être perçue à mesure que la migration irrégulière se transformait en migration clandestine.

L'industrie de la migration a également eu des effets négatifs sur la prestation des services. Les pots-de-vin aux forces de sécurité abondaient, contribuant ainsi à l'image d'une force de police corrompue.³⁶ Des villes telles que Fachi et Dirkou sont devenues exclusivement tributaires des revenus générés par la migration – une dépendance qui s'avérerait difficile à maintenir dans le temps.³⁷ D'autres exemples négatifs proviennent d'Agadez, où la population a augmenté sans que cela ne s'accompagne d'une expansion de la prestation de services, tels que les soins de santé, l'eau et l'électricité.³⁸ Le volume de migrants qui traversent la ville n'a fait qu'aggraver ce problème car chaque migrant s'est appuyé sur ces services pendant leur séjour dans la ville. Il ne faut donc pas s'étonner qu'une étude récente sur l'impact économique de la migration à Agadez ait montré que «la migration entraîne un stress accru sur les infrastructures locales».³⁹ La section suivante décrit comment la mise en œuvre de la politique migratoire, conjuguée aux contraintes imposées sur les structures de gouvernance locale par des facteurs exogènes tels que décrits ci-dessus, a conduit la population à se demander si les autorités élues localement étaient en mesure de répondre à leurs besoins de manière significative.

35 Entretien personnel avec un membre de la communauté du développement international. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

36 Molenaar, F. and El Kamouni-Jansen F. 2017. 'Turning the tide. The politics of irregular migration in the Sahel and Libya,' CRU Report, La Haye, Clingendael.

37 Entretien personnel avec La Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) 2017. Agadez, Niger, Juillet.

38 Entretien personnel avec le sultan d'Agadez et le représentant de l'OIM 1. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

39 Samuel Hall. 2016. 'Selling Sand in the Desert, The Economic Impact of Migration in Agadez,' OIM Niger.

Les politiques migratoires et la légitimité des autorités étatiques

Une conséquence importante de la mise en œuvre de la loi de 2015 est qu'elle a opposé la population d'Agadez aux autorités étatiques. Comme indiqué dans le rapport complémentaire de cette étude [Migration et Marchés à Agadez: Les alternatives économiques à l'industrie de la migration](#), les retombées économiques de la mise en œuvre de cette loi se sont faites sentir dans un contexte où d'autres secteurs économiques clés tels que le tourisme, l'artisanat, l'uranium et l'extraction de l'or, ont également connu un déclin depuis une décennie. Les mesures d'atténuation de la migration ont alors été ressenties comme contribuant aux difficultés économiques dans la région. Il n'est pas surprenant que les gens qui travaillaient dans le secteur des migrations se plaignent que leurs autorités ne s'occupent que du bien de l'UE plutôt que de servir les intérêts des personnes qui les ont élus.⁴⁰

Plus généralement, nos interlocuteurs ont eu l'impression que les autorités ont mis fin à l'industrie de la migration sans assurer la matérialisation d'autres opportunités économiques. Le mécontentement est dû au fait que la population s'attendait à ce que la communauté internationale fournisse des opportunités économiques qui ne se sont pas matérialisées à ce jour.⁴¹ Ce sentiment est particulièrement dominant parmi les anciens transporteurs de migrants qui se conforment maintenant à la loi et n'ont pas eu accès à de nouvelles opportunités en retour.⁴² Les personnes interrogées ont noté qu'aucune opportunité économique ne s'était matérialisée pour compenser les conséquences économiques préjudiciables de la fermeture de l'industrie de la migration. De même, la désinformation qui abonde sur les possibilités et les limites des projets de développement internationaux ajoute de l'huile sur le feu. Ces derniers mois, il y a eu un malentendu entre les autorités et la société civile concernant le maintien des fonds de l'UE par le Conseil régional: certains locaux pensaient que les autorités gardaient de l'argent des dépenses publiques pour elles-mêmes.⁴³

Les autorités locales reconnaissent ces problèmes et la nécessité de créer des alternatives économiques – en particulier pour les jeunes.⁴⁴ Comme l'a dit un

40 Entretien personnel avec un passeur 1. 2017. Agadez, Niger, Juillet; discussion de groupe avec les anciens passeurs 1 et 2. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

41 Entretien personnel avec un journaliste de Radio Nomade et avec un passeur 1. 2017. Agadez, Niger, Juillet; discussions de groupe avec les anciens passeurs 1 and 2. 2017. Agadez, Niger, Juillet; Entretien personnel avec un ancien rebelle et passeur. 2017. Agadez, Niger, Juillet; discussions de groupe avec les représentants de la jeunesse. 2017. Agadez, Niger, Juin.

42 Entretien personnel avec un passeur 1 et un journaliste de Radio Nomade. 2017. Agadez, Niger.

43 Entretien personnel avec un membre des autorités municipales 1. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

44 Entretien personnel avec les représentants du Conseil Régional 2, 3 and 4, le sultan, et la cheffe des femmes. 2017. Agadez, Niger, Juillet; Commune d'Agadez, *op.cit.*

fonctionnaire travaillant au niveau municipal, «quelqu'un de l'UE m'a dit que ceux qui sont impliqués dans ce genre d'activités [le trafic d'êtres humains] doivent être emprisonnés. Mais si la personne est déterminée à arrêter le trafic, pourquoi dois-je le mettre en prison? Qu'est-ce que je vais faire avec ses enfants? Qu'en est-il de l'économie de la ville? »⁴⁵ En même temps, les autorités locales constatent qu'elles se sentent confrontées à un dialogue politique international qui a tendance à être organisé en consultation avec Niamey plutôt qu'Agadez elle-même. De plus, il est difficile pour les autorités locales de mobiliser des ressources pour créer des moyens de subsistance alternatifs qui peuvent compenser les conséquences économiques négatives de la mise en œuvre de la loi de 2015 dans les limites structurelles de l'économie régionale, comme l'éloignement d'Agadez des autres centres d'activités économiques du pays, la faiblesse de ses infrastructures et la prévalence du commerce informel.⁴⁶ Les autorités locales sont coincées entre le marteau et l'enclume, avec une pression descendante pour arrêter la migration irrégulière et une pression ascendante pour d'autres moyens de subsistance dans une région confrontée à des limitations structurelles, créant une situation intenable.

Ces tensions seraient difficiles à supporter pour toute autorité. A Agadez, la situation est encore plus complexe car nos données d'enquête montrent que les autorités locales ont relativement peu de légitimité. Premièrement, les habitants d'Agadez font peu confiance aux politiciens élus localement, seulement 31 pour cent des personnes interrogées ont entièrement confiance.⁴⁷ Les agents publics n'ont qu'une toute petite avance, avec 35 pour cent des personnes interrogées leur faisant confiance. Cela contraste fortement avec les autorités religieuses et traditionnelles, dont le taux de confiance varie de 58 pour cent (sultan) à 69 pour cent (chef) à 70 pour cent (anciens de la communauté) et 77 pour cent (imams).

45 Entretien personnel avec un membre des autorités municipales 1; confirmé par entretien personnel avec un représentant du conseil régional 4. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

46 Entretien personnel avec un membre des autorités municipales 1 et un journaliste de Radio Nomade. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

47 Le sexe, l'origine ethnique, le niveau de scolarité et l'âge ne changent généralement pas les résultats. La seule exception est les jeunes hommes.

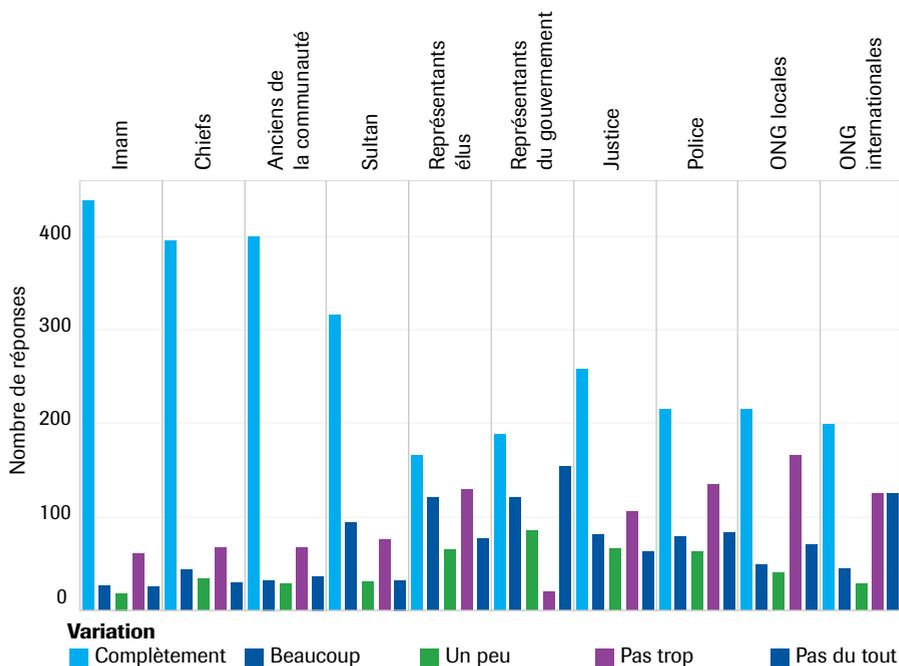


Figure 4 La confiance que la population éprouve vis-à-vis des autorités

Une autre question de l'enquête demandait à qui les personnes interrogées auraient recours en cas de besoin. Plus de 40 pour cent de la population demanderait certainement l'aide des anciens de la communauté, des chefs traditionnels et des imams; 28 pour cent demanderaient au sultan. Les autorités de l'État ont été jugées moins utiles en cas de besoin, seulement 15 pour cent se sont tournés vers les élus et 17 pour cent se sont tournés vers les représentants du gouvernement pour obtenir leur soutien. À la lumière de ces constatations, ne donnant que peu de confiance aux autorités élues localement et n'étant pas considérées comme des alliés utiles lorsque des problèmes surviennent, il n'est pas surprenant qu'une moyenne de 66 pour cent de

notre échantillon ait prétendu ne pas avoir voté aux élections précédentes et qu'ils n'ont pas l'intention de voter à l'avenir.⁴⁸

Dans un commentaire de conclusion à la fin de l'enquête, une personne interrogée a noté que «à Agadez toutes les autorités servent la politique parce qu'ils ont des intérêts personnels, Dieu est notre seul rempart».⁴⁹ Étant donné que les politiques migratoires sont mises en œuvre dans un contexte où la population n'a que très peu confiance dans ses autorités locales, il faudrait éviter que les politiques migratoires ne deviennent une poudrière potentielle contribuant à la délégitimation des pouvoirs publics.

Encadré 2 La légitimité des forces de sécurité nigériennes

Les forces de sécurité nigériennes (police, gendarmerie, garde nationale et forces armées) constituent une catégorie spéciale qui nécessite une discussion plus approfondie. La figure 3 montre que relativement peu de personnes interrogées (38 pour cent) accordent une confiance totale à la police. Les forces de police ont également été jugées relativement inutiles en cas de besoin, avec seulement 28 pour cent des personnes interrogées indiquant qu'elles se tourneraient absolument vers la police pour obtenir de l'aide (voir figure 4). Ces conclusions sont pertinentes compte tenu du fait que les actions de la police constituent l'un des principaux aspects visibles des politiques migratoires à Agadez. La mise en œuvre de cette loi a entraîné l'arrestation de plus de 282 chauffeurs et opérateurs de ghetto, ainsi que la confiscation d'au moins 169 pick-up utilisés pour transporter des migrants dans le désert.

Selon les autorités d'Agadez, ces actions ont abouti à «une certaine dégradation de la relation entre les forces de sécurité et la population, en particulier avec les acteurs de l'industrie de la migration». Au-delà d'un sentiment de frustration sur la perte de revenus, les sentiments d'injustice abondent. Dans nos entretiens avec d'anciens passeurs, les personnes interrogées ont exprimé le sentiment

48 Cette constatation pourrait également refléter le fait que même si les élections locales auraient dû avoir lieu en 2016, l'Assemblée nationale a adopté une loi prolongeant le mandat des autorités élues localement sans élections. L'argument officiel était qu'ils aimeraient remplacer les cartes de vote ordinaires par des cartes biométriques. République du Niger. 2016. 'Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 2010-54 du 17 septembre 2010, portant Code Général des Collectivités Territoriales de la République du Niger,' 7 Octobre; Interview en ligne avec le chercheur de l'EPGA.2017, Septembre; Africanews. 2016. '*Nouveau report des élections municipales au Niger,*' 5 Octobre. D'autres sources affirment que ces élections n'ont pas été organisées en raison d'un manque de financement ou pour empêcher une répétition des élections présidentielles controversées de 2016. Interview en ligne avec l'ONG Tamakrast et chercheur de l'EPGA 2.

49 Personne interrogée 402.

qu'elles avaient été prises au dépourvu par la mise en œuvre inopinée de la loi de 2015. À côté des actions policières elles-mêmes, les autorités d'Agadez identifient la corruption de «certains membres des forces de sécurité» comme un facteur supplémentaire qui nuit à la légitimité des forces de sécurité en général et à leur image d'impartialité et d'autorité en particulier.

Selon les conclusions d'une table ronde réunissant toutes les autorités compétentes d'Agadez, la manière dont les politiques migratoires sont actuellement mises en œuvre à Agadez ne contribue pas à l'image d'une conduite responsable des acteurs de la sécurité publique et plutôt à une possible augmentation de l'insécurité. Des précautions doivent être prises pour déterminer si les programmes actuels de renforcement des capacités, tels que celui mis en œuvre par EUCAP Sahel, pourraient être utilisés pour répondre à cette préoccupation. Ceci est particulièrement pertinent étant donné que la recherche du PNUD note que les actions répressives du gouvernement constituent un déclencheur transformateur important poussant les individus à risque à rejoindre un groupe armé. La conduite des acteurs de la sécurité de l'État peut ainsi devenir un important accélérateur de recrutement.

Stimuler la légitimité des autorités locales

À moyen et à long terme, la légitimité des autorités élues au niveau local pourrait être renforcée en consolidant la qualité et la responsabilité des institutions dans tous les domaines de prestation de services. Un exemple particulièrement intéressant dans ce domaine est le travail de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), organisation allemande d'aide au développement, qui traite de l'effet de la migration et de la mise en œuvre de la loi de 2015 sur la prestation de services locaux.⁵⁰ La GIZ a mis en place des comités d'observation au niveau communal, composés d'élites locales et de personnel technique. Ces comités d'observation recueillent des informations sur la manière dont leurs communautés ont été affectées par la migration et proposent des mesures pour y remédier.⁵¹ Sur un plan plus structurel, le plan de développement régional du Conseil régional contient une liste exhaustive de priorités à

50 Ce projet, appelé «Renforcement de la gestion durable des conséquences des flux migratoires», est financé par le Fonds fiduciaire de l'UE.

51 Entretien personnel avec un représentant de l'agence d'exécution.2017. Agadez, Niger, Juillet.

aborder au cours des cinq prochaines années.⁵² La communauté internationale pourrait appuyer ce plan pour faire en sorte que les injustices liées à la mise en œuvre de la loi de 2015 soient compensées par une prestation de services locaux plus efficace.

À court terme, toutefois, des actions plus concrètes sont nécessaires pour remédier aux conséquences économiques négatives de la mise en œuvre de la loi de 2015 à Agadez. Les autorités locales sont conscientes de la nécessité de prendre de telles mesures. Soucieux des préoccupations de légitimité en jeu, ils ont uni leurs efforts pour soutenir ce que l'on appelle le Plan de Reconversion. Ce plan a été proposé dans le cadre du Plan d'Actions à Impact Economique Rapide à Agadez (PAIERA) du Fonds fiduciaire spécial de l'UE (EUTF) et de son partenaire d'exécution nigérien, la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP). Les autorités d'Agadez ont par la suite soutenu le plan lors d'une réunion de la Commission Consultative Régionale de l'Administration Territoriale (COCORAT).⁵³

Encadré 3 Haute Autorité à la Consolidation de la Paix

La Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) est un organisme public lié à la Présidence de la République du Niger. Elle a été créée en 1995 pour surveiller la mise en œuvre des accords de paix négociés la même année. La HACP est financée directement par la Présidence du Niger, à qui elle rend directement des comptes. Elle reçoit également le soutien de la communauté internationale. La mission de la Haute Autorité comprend la prévention et la médiation des processus liés aux rébellions et aux conflits, la promotion d'actions visant à promouvoir l'unité nationale, la cohésion et la paix, la mise en œuvre de plans visant à atténuer l'insécurité dans les zones postconflituelles, le débat et l'identification de solutions dans les domaines de la criminalité, du banditisme et de tous les types de trafic. Forte de son mandat, la HACP a contribué à la reconversion des anciens combattants en leur fournissant des microcrédits. Elle met également en place des mesures visant à atténuer les effets du changement climatique et investit dans le développement des zones frontalières pour renforcer la sécurité, par exemple en incitant l'agriculture et le pastoralisme. De plus, elle s'efforce de promouvoir l'autonomie des femmes dans la société par des transferts d'argent ou la fourniture de bétail.

52 Celles-ci comprennent la construction de nouvelles infrastructures (rues, hôpitaux, écoles), l'amélioration de la production et de la commercialisation de produits locaux (bétail, produits agricoles, produits artisanaux), la protection de l'environnement et l'amélioration de la gouvernance locale. Dans son plan, le Conseil prévoit un rôle plus important dans la consolidation de la paix. En tant que tels, les autorités visent à faire face à l'augmentation des taux de chômage et à atténuer les flux migratoires dans la région.

53 République du Niger. 2017. 'Rapport des travaux de la réunion d'installation et de la première session ordinaires de la commission consultative régionale de l'administration territorial (COCORAT)'. Le Gouverneur a créé le COCORAT en accord avec le décret n° 2013-035 / PRN / MI / SP / D / AR (1er février 2013) qui prévoit la création d'un tel comité dans chaque région.

Le but de ce plan est de réintégrer les acteurs impliqués dans l'économie migratoire dans l'économie régulière. Étant donné que le Plan de Reconversion fonctionne au niveau régional, il s'applique également aux communes telles que Dirkou et Arlit qui sortent souvent du cadre des ONG internationales et des partenaires d'exécution qui travaillent dans la région.⁵⁴ L'objectif est de fournir un financement de démarrage aux personnes qui travaillaient dans l'industrie de la migration pour leur permettre de créer leur propre entreprise. Les autorités régionales s'attendent donc à atténuer l'impact de la réduction du trafic de migrants sur l'économie locale tout en réorientant les anciens passeurs vers des activités économiques licites.

Encadré 4 Plan de Reconversion

Pour mettre en œuvre le Plan de Reconversion, les 15 communes de la région d'Agadez ont créé une liste de 6 565 personnes directement impliquées dans l'économie migratoire, des chauffeurs aux guides, passeurs et propriétaires de ghettos. Pour soutenir ces individus, le conseil estime les coûts à plus de 400 millions d'euros (200 000 000 000 FCFA). A ce jour, l'EUTF (à travers PAIERA), la HACP et l'ONG locale Karkara (partenaire d'exécution de l'EUTF au titre de PAIERA) ont financé un petit projet pilote qui a permis de distribuer un total de 500 000 EUR (FCFA 300,000,000) couvrant 218 projets. Les candidatures peuvent être soumises individuellement (de 800 000 à 1 500 000 FCFA, de 1 200 à 2 200 EUR) ou en groupe (jusqu'à 4 000 000 FCFA, soit 6 000 EUR). Karkara a défini un certain nombre de critères pour le processus de sélection, précisant que 35 pour cent des bénéficiaires seront des femmes. Les formulaires d'accès aux fonds pouvaient être trouvés dans les mairies de chaque commune et une assistance technique a été fournie à ceux qui ne pouvaient pas écrire contre un coût de 2000 FCFA (3 euros).

Chaque candidature est évaluée en fonction de cinq paramètres: la pertinence et le design; la capacité d'opérationnalisation; la faisabilité; la viabilité et le calcul de la rentabilité du projet. Les Conseils Régionaux et Municipaux ainsi que leurs partenaires d'exécution ont mis en place des sessions d'information où les candidats peuvent recevoir des conseils et un soutien pour remplir les formulaires requis. Une fois que les candidatures sont soumises au

54 En raison de problèmes de sécurité et de logistique, le travail de nombreuses organisations internationales reste limité à la ville d'Agadez. Entretien personnel avec un membre de la communauté du développement international. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

Conseil Régional ou Municipal, un comité de sélection évalue les projets individuellement. Le comité composé du maire de la commune, d'un assistant technique, d'un représentant du Cadre Consultatif Régional sur les Migrations et de deux évaluateurs externes soumet le classement des projets aux partenaires pour financement.

Début septembre 2017, 98 projets au total ont déjà été financés pour un total de 220 000 EUR (144 303 246 FCFA) sur un total de plus de 1800 demandes.⁵⁵ Après la conclusion de la première sélection de candidats fin août, certains inconvénients initiaux du plan sont devenus visibles. Au lieu de rencontrer la satisfaction des locaux, l'annonce a déclenché une manifestation des acteurs de la migration dénonçant la nature frauduleuse du processus de sélection devant la commune le 25 août.⁵⁶ Comme l'a fait remarquer une personne interrogée, «vous savez, quand il y a de l'argent, il y a toujours de la confusion».⁵⁷ Ce n'est pas nécessairement surprenant. Tout au long de la recherche sur le terrain en juillet, des plaintes étaient déjà en cours pour que des personnes non associées à l'économie migratoire figurent sur la liste, une préoccupation exprimée lors de la manifestation. D'autre part, les autorités garantissent que les listes ont été vérifiées par le gouverneur, le Conseil Régional, les communes individuelles après des efforts de collecte de données exhaustifs.⁵⁸ Ahmed Koussa, le maire adjoint de la ville, a donc rétorqué que les procédures étaient appliquées de manière transparente et en accord avec des critères établis, tels que l'anonymisation des demandes.⁵⁹

La mise en œuvre du projet pilote expose ainsi certaines des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des programmes de réintégration, tels qu'ils sont décrits dans la documentation sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR). Premièrement, un financement adéquat doit être mis à disposition pour éviter les retards et / ou les obstacles à la mise en œuvre.⁶⁰ Au cours du processus de conception du projet, les autorités locales avaient déjà noté que la subvention accordée au PAIERA en général – et au Plan de Reconversion en particulier – était limitée par rapport à d'autres projets de l'UE dans la région.⁶¹ En effet, et comme détaillé dans le rapport

55 Hadan, I. 2017. 'Agadez: La colère des acteurs de la migration,' *Niger Diaspora*, 28 Août; Interview en ligne avec l'ONG Tamakrast. 2017, Août; Interview en ligne avec le responsable du développement régional à Agadez et avec l'ONG Tamakrast. 2017, Septembre.

56 Hadan, *op. cit.*; Interview en ligne avec l'ONG Tamakrast. 2017, Août.

57 Interview en ligne avec le journaliste I. 2017, Août.

58 Conseil Régional d'Agadez, *op. cit.*

59 Hadan, *op. cit.*

60 Edloe, L. 2007. 'Best practices for successful disarmament, demobilization, and reintegration (DDR),' *New Voices in Public Policy*, 1, Spring, 8, <https://journals.gmu.edu/newvoices/article/viewFile/56/56>.

61 République du Niger, 2017, *op. cit.*

complémentaire de cette étude, [une ligne dans le sable: Feuille de route pour une gestion durable des migrations à Agadez](#), seuls 5,8 pour cent du budget de l'EUTF sont alloués aux programmes de développement économique à court terme. Le manque de financement pour couvrir la première étape complète du Plan de Reconversion a sapé une opportunité importante d'accroître la légitimité des autorités locales, les personnes demandant la dissolution du Comité de sélection alléguant un processus de sélection corrompu et frauduleux. Pour tenter de résoudre ces problèmes, le Comité de sélection transférera maintenant la liste des projets sélectionnés qui ne sont toujours pas financés à des partenaires potentiels.⁶²

Deuxièmement, il est largement reconnu que la création d'opportunités économiques réussies pour les personnes impliquées dans des activités illicites les dissuade de s'engager dans la criminalité et la violence, ou menace de toute autre manière la stabilité politique.⁶³ Le succès de la réintégration socio-économique (l'objectif du plan de reconversion) dépend toutefois fortement de la capacité d'absorption du marché de l'emploi.⁶⁴ Certaines données préliminaires du projet pilote suggèrent que nombre de projets proposés se concentraient sur la création de petites boutiques. Ceci est conforme aux résultats de notre enquête en réponse à la question de savoir quelles opportunités économiques les personnes interrogées feraient si un soutien (économique) leur était offert. La moitié des personnes interrogées (53 pour cent) ont répondu qu'ils voudraient se lancer dans le commerce, alors que 20 pour cent supplémentaires des personnes interrogées se livreraient (plus) à des activités d'élevage. Dans sa forme la plus optimale, le Plan de Reconversion serait accompagné d'une évaluation détaillée de la manière dont les projets individuels pourraient être reliés aux opportunités d'emploi existantes et comment les services (éducation, formation, mobilisation communautaire) pourraient être mis à disposition pour assurer la pérennité du Plan de Reconversion pour un développement économique à long terme. Le rapport complémentaire de cette étude intitulé [Migration et marchés à Agadez: alternatives économiques à l'industrie de la migration](#) offre de précieuses leçons qui pourraient être appliquées pour atteindre cet objectif.

62 Conseil Régional d'Agadez, *op. cit.*

63 Blattman, C. and Annan, J. 2015. 'Can Employment Reduce Lawlessness and Rebellion? A Field Experiment with High-Risk Men in a Fragile State,' Working Paper 21289, Cambridge, MA, National Bureau of Economic Research.

64 Organisation Internationale du Travail. 2010. *Socio-Economic Reintegration of Ex-Combatants*, Genève, 12-13; voir aussi: Small Arms Survey. 2015. 'Waning Cohesion: The Rise and Fall of the FDLR-FOCA,' dans: *The Small Arms Survey 2015: Weapons and the World*, Genève.

2 Impact de la loi sur la migration sur la sécurité

Outre les préoccupations de légitimité, la nature potentiellement contre-productive des mesures de sécurité pour les droits de l'homme et la prévention ou la lutte contre l'extrémisme violent mérite une attention particulière. Le PNUD note que «les initiatives qui se concentrent exclusivement sur le renforcement des capacités de l'État risquent de perpétuer de mauvaises structures de pouvoir qui sont des moteurs manifestes des mesures d'extrémisme violent en Afrique» et que «pour l'avenir, les engagements en faveur des droits de l'homme et de l'état de droit, la participation et la protection des citoyens et la responsabilisation des forces de sécurité de l'État doivent être activement défendus par tous.»⁶⁵ La majorité de nos personnes interrogées ont indiqué que la mise en œuvre de la loi de 2015 a augmenté l'insécurité des migrants, des habitants d'Agadez et de la région d'Agadez en général. Une prise en charge plus durable de la gestion des migrations serait de soutenir la capacité de l'État nigérien à répondre à ces préoccupations de sécurité conformément aux engagements internationaux. Les sections suivantes traitent de chacune de ces dimensions d'insécurité plus en détail.

L'insécurité des migrants

En 2016, la police d'Agadez comptait 67 ghettos dans la ville. En 2017, il est devenu impossible de les compter. Les actions policières qui ont débuté fin 2016 ont abouti à l'arrestation des opérateurs de ghetto et des conducteurs de camions transportant les migrants. Depuis, les ghettos sont passés dans la clandestinité.⁶⁶ Les initiés ont indiqué que les ghettos – situés dans des habitations en briques caractérisant ce site du patrimoine mondial de l'UNESCO – sont maintenant situés en dehors de la ville sur la route de Zinder. Par ailleurs, les ghettos ont fermé leurs portes et sont ainsi devenus invisibles aux yeux des passants, changeant parfois même d'emplacement tous les deux jours. Il a été allégué que les ghettos sont de plus en plus dirigés par des étrangers: Gambiens, Sénégalais, Camerounais, Guinéens et Nigériens. Maintenant qu'il est devenu plus dangereux de repérer les migrants à la station de bus, ces opérateurs de ghetto

65 PNUD, *op. cit.*, 6.

66 Entretien personnel avec un membre de la police. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

ont l'avantage de disposer de réseaux solides avec leurs pays d'origine, facilitant ainsi la recherche des migrants.⁶⁷

Un développement inquiétant est que les conditions de vie dans les ghettos se seraient détériorées.⁶⁸ Les ghettos sont décrits comme insalubres et dangereux, étant donné leur surpopulation, le manque de nourriture et de soins de santé. Une personne interrogée avec un accès continu aux ghettos a rapporté des concentrations d'environ deux cents personnes par ghetto, des personnes étant enfermées, incapables de partir, séquestrées pour une rançon.⁶⁹ Cette pratique rappelle certaines pratiques d'exploitation qui sévissent en Libye aujourd'hui, mais qui progressent lentement mais sûrement vers d'autres régions où la migration est devenue de plus en plus clandestine, comme la zone frontalière entre le Mali et l'Algérie.⁷⁰ Les migrants eux-mêmes refusent de dénoncer la situation parce qu'ils craignent d'être localisés et empêchés de poursuivre leur voyage vers le nord.⁷¹ Ils sont également prêts à payer des tarifs plus élevés facturés maintenant par les trafiquants d'êtres humains, avec des prix qui ont triplé ou même quadruplé pour atteindre 500 000 FCFA.⁷²

Le voyage à travers le désert est également devenu plus dangereux. Les convois de migrants quittent maintenant après minuit, quand il est plus difficile de repérer leurs mouvements.⁷³ La surveillance accrue des activités de contrebande a incité la création de nouvelles routes dans le désert.⁷⁴ Les routes récemment créées sont plus dangereuses et moins fréquentées, exposant ainsi les passeurs et les migrants à un large éventail de risques. Les bandits errent dans les environs à la recherche de véhicules à voler et les routes sont extrêmement mauvaises, ce qui augmente les accidents. Dans ces circonstances, chaque fois que les conducteurs aperçoivent une voiture dans les dunes qui les entourent, ils abandonnent les migrants et s'enfuient. De plus, les migrants rapportent que des patrouilles militaires tirent parfois sur les pneus des voitures des passeurs pour arrêter ces véhicules, souvent plus rapides, blessant

67 Entretien personnel avec les passeurs 1 and 2 et avec l'Eglise Catholique d'Agadez. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

68 Entretien personnel avec un journaliste de Radio Alternative and l'Eglise Catholique d'Agadez. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

69 Entretien personnel avec l'Eglise Catholique d'Agadez. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

70 Molenaar and El Kamouni-Jansen, *op.cit.*

71 Entretien personnel avec un journaliste de Radio Alternative et l'Eglise Catholique d'Agadez. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

72 Entretien personnel avec un représentant de la commission de paix and le membre 1 des autorités municipales. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

73 Entretien personnel avec un journaliste de Radio Alternative et l'Eglise Catholique d'Agadez. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

74 Entretien personnel avec un journaliste de Radio Alternative. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

parfois les migrants assis à l'arrière du camion.⁷⁵ Les passeurs et les autorités locales disent que «le désert est devenu un cimetière», ajoutant avec de l'exagération «qu'il est maintenant impossible de traverser le désert sans sentir l'odeur des cadavres».⁷⁶

Selon les estimations de la police, environ 12 000 migrants sont entrés à Agadez entre janvier et juin 2017. Pendant la même période, les missions de recherche et de sauvetage de l'OIM ont sauvé 1 091 migrants du désert, tandis que les forces armées ont trouvé 1 234 migrants abandonnés dans le désert par des passeurs et a trouvé 31 cadavres de migrants dans le désert.⁷⁷ Ce dernier chiffre semble être une sous-estimation car les comptes rendus des médias rapportent une centaine de décès au cours du seul mois de juin.⁷⁸ Ces chiffres n'incluent pas le nombre de migrants qui contournent complètement Agadez et empruntent différents itinéraires, via Zinder ou Tahoua.⁷⁹ L'augmentation de l'abandon des migrants et des décès dans le désert n'est pas passée inaperçue, tant l'OIM que les médias internationaux ont sonné l'alarme.⁸⁰

Les préoccupations concernant les décès de migrants sont également visibles à Agadez, où plusieurs personnes interrogées ont dénoncé cette nouvelle tendance dans les pratiques des passeurs.⁸¹ Les autorités traditionnelles, qui se considèrent comme une référence en matière de morale dans la société, sont particulièrement dures dans leur rejet de ces pratiques. Elles allèguent même que les passeurs n'ont plus l'intention d'emmener les migrants jusqu'à la frontière, mais qu'ils les déposent dans le désert après avoir pris leur argent.⁸² Cet abandon des migrants sur les routes du désert, menant souvent à leur mort, se heurte aux principes islamiques. En conséquence, les chefs traditionnels ont activé leurs réseaux d'information et ont demandé aux populations locales de dénoncer tout ghetto ou passeur qu'elles pourraient trouver en leur sein. En très peu de temps, cela a abouti à l'arrestation d'un opérateur de ghetto

75 *Ibid.*; Entretien personnel avec un membre de la communauté du développement international. 2016. Agadez, Niger, Juillet.

76 Entretien personnel avec le passeur 1; discussions de groupes avec les anciens passeurs 1 and 2; Entretien personnel avec le sultan. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

77 Les forces de sécurité ont également appréhendé 660 migrants *en route*. Données de police officielles obtenues au commissariat de police d'Agadez. 2017, Juillet.

78 Le contrôle interne des rapports des médias par le CRU.

79 Entretien personnel avec un journaliste de Radio Alternative et un membre de la police. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

80 Penney, J. 2017. 'Why More Migrants Are Dying in the Sahara,' *New York Times*, 22 Août; Aljazeera. 2017. 'Dozens abandoned in Niger desert feared dead,' 27 Juin; Guilbert, K. 2017. 'Niger Smugglers Take Migrants On Deadlier Saharan Routes - UN,' *AllAfrica*, 8 Août.

81 Entretien personnel avec la cheffe des femmes. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

82 Les autorités étatiques locales expriment également leur indignation contre les passeurs qui abandonnent les migrants dans le désert. Voir, par exemple, Entretien personnel avec le représentant 3 du Conseil Régional.

à Agadez.⁸³ Cette implication de la communauté dans la lutte contre le trafic d'êtres humains, rappelle le cas de la communauté Zuwara en Libye qui a chassé les passeurs en réponse au nombre de migrants morts sur leurs plages, et montre que le trafic d'êtres humains n'est pas un problème simple. En effet, c'est une profession qui fournit des emplois, mais qui est contre la morale.

Insécurité des résidents

Le banditisme et les braquages sont des phénomènes très anciens dans la région d'Agadez, liés aux conflits interethniques de l'ère des voyages de nomades. Lorsque les rébellions ont éclaté en 1991 et 2007, des rebelles et des bandits ont commencé à braquer des véhicules dans le nord du pays, sur des routes pavées et sur des pistes désertiques.⁸⁴ La réponse de l'État à ces rébellions consistait en un mélange d'intégration des rebelles dans les forces militaires, de développement économique régional et de décentralisation.⁸⁵ Cependant, tous les anciens combattants n'ont pas été satisfaits de cette réponse, ce qui a conduit nombre d'entre eux à chercher (continuer) à recourir aux réseaux de trafics illicites ou au banditisme pour gagner leur vie.⁸⁶ Les bandits voyagent généralement sur des motos, qui sont plus discrètes que les voitures, et ils utilisent des armes à feu pour mener à bien leurs activités illicites.⁸⁷

Malgré la prévalence historique du banditisme, les personnes interrogées ont noté que cette pratique est devenue beaucoup plus importante ces derniers temps. Ils ont mis en cause les récentes difficultés économiques dans la région d'Agadez, provoquées par la fermeture simultanée des mines d'or de Djado et la répression de l'industrie de la migration.⁸⁸ Ces événements ont laissé de nombreux jeunes hommes au chômage – les jeunes hommes, en outre, ont accès à des armes à feu. L'un des passeurs interrogé

83 Entretien personnels avec le passeur 2, l'ONG Karkara, la cheffe des femmes, les membres des autorités municipales 1, le sultan. 2017. Agadez, Niger, Juillet. Lors des réunions locales sur le thème des migrations et du plan de reconversion, les autorités traditionnelles réitèrent leur plaidoyer pour que toute personne ayant des informations sur les activités de trafic d'êtres humains se présente.

84 Much, T. 2017. 'Teda drivers on the road between Agadez and Assheggur: Taking over an ancient Tuareg Caravan Route,' dans: *The Making of the African Road*, ed. Beck, K., Klaeger, C. and Stasik, M., Leiden, Brill, 220-240.

85 Guichaoua, Y. 2014. *Transformations of Armed Violence in the Sahara*, Sahara Knowledge Exchange, Washington, DC, World Bank, 8-9.

86 Entretien avec les anciens rebelles 1 et 2. 2017. Agadez and Niamey, Niger, Juillet.

87 De Tessières, S. 2017. 'Measuring Illicit Arms Flow- Niger,' Small Arms Survey, 9.

88 Entretien personnel avec les représentants de Rimbo Transport Voyageurs et STM Transport. 2017. Agadez, Niger, Juin. Entretien personnel avec un ancien rebelle et passeur, la HACP and avec la cheffe des femmes. 2017. Agadez, Niger, Juillet; Hadan, I. 2017. 'Agadez: Recrudescence des attaques sur les axes routiers, *Niger Diaspora*, Juin.

affirme que le gouvernement a essentiellement invité les bandits à reprendre leurs activités: sans or ni migration, le banditisme est devenu le seul choix évident. Selon deux personnes d'autorité, la criminalité dans la ville d'Agadez a elle-même également augmenté, les gens essayant de trouver des moyens de subsistance alternatifs.⁸⁹

Nous ne savons pas dans quelle mesure les anciens passeurs se tournent vers des formes illicites de trafic pour avoir un revenu. Selon un représentant élu, «si les gens ont faim, ils concluront un accord avec le diable et deviendront des trafiquants de drogue, d'armes et de carburant dans le désert».⁹⁰ D'autres personnes interrogées ont cependant indiqué que les trafiquants de drogue ont tendance à être mieux organisés que les trafiquants d'êtres humains et que cette industrie n'est pas facilement accessible aux étrangers. Leurs convois ont tendance à être petits mais lourdement armés et ils ont leurs propres routes à travers le désert pour s'assurer qu'ils peuvent passer inaperçus par les forces de sécurité dans la région.⁹¹ Néanmoins, la présence d'armateurs et de trafiquants de drogue, souvent liés à des groupes extrémistes des pays voisins, dans une région où une grande partie de la population a perdu l'accès à une activité économique, pose des questions quant au potentiel de radicalisation et de rébellion.

Radicalisation, extrémisme violent et rébellion

La région d'Agadez se caractérise historiquement par une présence limitée de l'État, une marginalisation sociale et économique et des problèmes d'insécurité et de rébellion qui en résultent. De 1990 à 1995 et encore de 2007 à 2009, les gouvernements nigériens ont fait face à deux soulèvements séparatistes.⁹² Bien que l'autonomie ou l'indépendance du Niger n'ait pas été atteinte, les rébellions ont permis aux Touareg de rejoindre des Toubou pour atteindre des objectifs substantiels, tels que la participation politique des populations du nord et, peut-être plus important encore, l'accès aux bénéfices

89 Entretien personnel avec la cheffe des femmes et le représentant du Conseil Régional responsable du développement régional. Agadez, Niger, Juillet.

90 Entretien personnel avec un ancien rebelle et passeur. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

91 Le trafic, y compris les armes et la drogue, est principalement coordonnée par des individus d'origine arabe et ne chevauche pas la migration. Entretien personnel avec les passeurs 3 and 4 et un journaliste de Radio Nomade. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

92 Guichaoua, Y. 2014. *Transformations of Armed Violence in the Sahara*, Sahara Knowledge Exchange, Washington, DC, World Bank, 8-9.

d'uranium des mines près d'Arlit.⁹³ La question reste de savoir dans quelle mesure la récente réduction des opportunités économiques dans la région, combinée aux niveaux relativement faibles de légitimité des pouvoirs publics, jette les bases d'une prochaine rébellion et/ou d'un extrémisme violent.⁹⁴

Encadré 5 Groupes ethniques du Nord ayant des liens transnationaux⁹⁵

Les Touareg représentent 10 pour cent de la population nigérienne et se concentrent dans la région nord du pays, peu peuplée et appauvrie, entourant Arlit et Agadez. Leurs liens s'étendent aux pays voisins comme la Libye, l'Algérie et le Mali. Les Toubou ne représentent que 0,4 pour cent de la population et vivent principalement dans les zones désertes du nord-est du Niger. Leurs liens tribaux s'étendent à la Libye, au Tchad et au Soudan. La population arabe, principalement d'origine libyenne, représente 0,3 pour cent de la population. Dans la ville d'Agadez, ils gravitent autour du quartier de Dagamanet.

Les groupes ethniques se sont accordés de manière informelle sur la division du territoire et des trésors de guerre dans la région d'Agadez. Les Toubou contrôlent l'axe libyen du commerce de la migration et les routes de transport vers les

93 La deuxième rébellion a eu lieu à un moment où le Président renégociait les contrats miniers et vendait des licences d'exploitation minière. Des objectifs élitistes plus personnels ont également façonné la trajectoire de ces rébellions et des mouvements rebelles. Deycard, F. 2011. *Les rébellions touarègues du Niger: combattants, mobilisations et culture politique*, Bordeaux, Institut d'études politiques de Bordeaux; Guichaoua, Y. 2009. 'Circumstantial Alliances and Loose Loyalties in Rebellion Making: The Case of Tuareg Insurgency in Northern Niger (2007-2009),' Working Paper 20, Brighton, MICROCON.

94 Les processus de radicalisation sont guidés par un ensemble de facteurs intrinsèquement complexes qui sont différents pour chaque individu et qui rendent potentiellement une personne réceptive à la pensée extrémiste. L'extrémisme violent est généralement le résultat d'une combinaison de facteurs de pression et d'attraction. Les facteurs de pression comprennent les injustices sociales, politiques et économiques; un sentiment d'injustice; une mise à l'écart avec la société ou les autorités; une déception par rapport aux processus gouvernementaux, etc. Les facteurs d'attraction comprennent des facteurs sociaux et psychologiques tels qu'une quête de pouvoir et de contrôle; un sens de l'engagement; un besoin d'aventure et la possibilité d'héroïsme; une recherche d'identité; les normes sociales et culturelles (genre), etc. Voir, par exemple, Tore, B. 2005. *Root Causes of Terrorism: Myths, Reality and Ways Forward*, Londres, Routledge; Newman, E. 2006. 'Exploring the "Root Causes" of Terrorism, Studies in Conflict & Terrorism', *Studies in Conflict & Terrorism*, 29(8), 749-772; Denoeux, G. and Carter, L. 2009. *Development Assistance and Counter-Extremism: A Guide to Programming*, Washington, DC, US Agency for International Development.

95 Les ethnies principales au Niger sont les Haoussa (53,0 pour cent), les Zarma-Sonrai (21,2 pour cent), les Touareg (10,4 pour cent), les Fula (9,9 pour cent), les Kanuri Manga (4,4 pour cent), les Toubou (0,4 pour cent), les Arabes (0,3 pour cent), les Gourma (0,3 pour cent), autres (0,2 pour cent). Institut National de la Statistique. 2012. 'Structure de la population,' Niamey.

mines d'or Djado. Les Touareg contrôlent l'axe algérien et les routes vers les mines d'or de Tchinchaden. Quand le conflit éclate, c'est habituellement entre des passeurs individuels.

Les Arabes sont connus dans le commerce transfrontalier des produits agro-alimentaires en provenance de Libye et d'Algérie, ainsi que pour leur implication dans le trafic de drogues. Etant donné leur pouvoir économique grandissant, les Arabes élargissent leur champ commercial en investissant dans le transport, les hydrocarbures, bâtiment et travaux publics.

La rébellion de 2007-2009 a entraîné l'incorporation de nombreux dirigeants Touareg dans l'état. Au niveau national, l'actuel Premier ministre est touareg. Au niveau local, le président du Conseil Régional et le maire d'Agadez sont également Touareg. Plusieurs riches Arabes ont établi des liens politiques importants grâce à des contributions financières et à des nominations politiques de haut niveau. Les Toubou sont moins connectés politiquement.

Au niveau microéconomique, les données de notre enquête confirment l'hypothèse qu'Agadez est relativement stable pour l'instant – mais que certains changements pourraient aussi être en cours. Premièrement, les personnes interrogées ont indiqué qu'Agadez ne connaît pas de conflits sociaux majeurs, bien que la population et le gouvernement subissent des pressions constantes. Plus de 95 pour cent de la population affirme ne pas avoir eu de conflit au cours des cinq dernières années avec des membres de la famille, des amis, des voisins, des étrangers venant de pays frontaliers ou d'autres régions du Niger, d'autres groupes ethniques ou religieux.⁹⁶ Deuxièmement, même si le mécontentement s'est manifesté à l'égard d'un certain nombre d'acteurs impliqués dans la gouvernance locale, il n'y a pratiquement aucune mobilisation sociale ou agitation de la part de la population locale. En moyenne, 80 pour cent des personnes interrogées ne se sont jamais jointes à aucune forme de manifestation publique pour exprimer leur mécontentement, mobilisant les membres de leur communauté pour solliciter des mesures de la part d'agents publics, contactant des médias ou des représentants du gouvernement pour porter plainte, ou participer à des manifestations.

Cependant, lorsque l'on applique une dynamique plus tournée vers l'avenir, certaines tensions semblent se produire. Interrogées sur les intentions futures de protester, 47 pour cent des personnes ont indiqué qu'elles pourraient utiliser au moins un des canaux mentionnés pour faire entendre leur mécontentement. Plusieurs manifestations récentes dans la ville d'Agadez confirment cette affirmation. Comme le décrit le rapport

96 Lorsque des conflits surgissaient, ils concernaient principalement les problèmes liés au travail (jusqu'à 20 pour cent), les jeux de hasard (environ 10 pour cent) et les dettes (environ 6 pour cent).

complémentaire intitulé [Migration et marchés à Agadez: alternatives économiques à l'industrie de la migration](#), les propriétaires d'ateliers ont organisé des manifestations lorsque leurs stands informels ont été démolis dans le cadre du projet Agadez Sokni (Agadez s'embellit) qui vise à transformer Agadez en vitrine pour le tourisme. En outre, des manifestations ont été organisées devant la gendarmerie, menaçant de détruire le bâtiment si les camions 4X4 confisqués n'étaient pas rendus à leurs propriétaires. Cette manifestation a amené les forces de sécurité à déplacer les camions vers une base armée voisine (voir encadré 6).⁹⁷ La manifestation la plus récente devant le bâtiment de la mairie, dénonçant la manière dont le premier projet pilote du plan de reconversion avait été mis en œuvre, constitue la dernière manifestation en date.

De plus, certaines préoccupations à plus long terme découlent de l'effet que les mesures d'atténuation des migrations ont eu sur la dynamique familiale. Plusieurs personnes interrogées ont indiqué, par exemple, qu'il est devenu plus difficile pour les hommes de se marier maintenant qu'ils n'ont plus les revenus nécessaires pour subvenir aux besoins d'une famille.⁹⁸ En outre, la cheffe des femmes d'Agadez, une figure d'autorité traditionnelle qui représente les femmes dans la communauté, a signalé que les divorces sont devenus plus courants parce que les hommes ne sont plus en mesure de soutenir financièrement leurs femmes.⁹⁹ En outre, les données de l'enquête révèlent que – bien que les autorités traditionnelles soient largement respectées parmi les résidents d'Agadez, les jeunes personnes interrogées étaient moins susceptibles de se tourner vers les autorités traditionnelles pour obtenir du soutien que les personnes interrogées âgées de plus de 35 ans. Les systèmes traditionnels ont tendance à être hiérarchiques et c'est la raison pour laquelle les jeunes y ont peu recours. Ce sont principalement des jeunes hommes qui conduisent les pick-up en Libye et les arrestations de ces personnes par la police ont commencé fin 2016. Cela soulève la question de savoir où ces jeunes hommes vont se tourner maintenant pour exprimer leur mécontentement.

97 Molenaar and El Kamouni-Jansen, *op.cit.*

98 Entretien personnel avec la cheffe des femmes. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

99 Entretien personnel avec un journaliste de Radio Nomade. 2017. Agadez, Niger, Juillet. Depuis 2015, une loi autorise le divorce pour de tels motifs. Il convient de noter que les hommes Touareg peuvent prendre jusqu'à quatre femmes si leur revenu est suffisant. Des entretiens qualitatifs avec les autorités locales et les journalistes nous ont appris que les coûts du mariage et la valeur de la dot variaient selon les groupes ethniques et entre les zones rurales et urbaines. Néanmoins, selon nos interlocuteurs, le coût minimal est d'environ 500 EUR.

Pour explorer une dynamique de conflit potentiel plus structurelle à Agadez, nous avons examiné plus en profondeur les injustices collectives et comment les politiques de migration influencent de tels injustices. Selon les recherches sur les conflits, ce ne sont pas seulement les facteurs de privation économique ou de gouvernance qui expliquent l'occurrence d'un conflit, mais l'effet de ces facteurs contextuels sur les «inégalités horizontales». Les inégalités horizontales, qui coïncident avec les clivages identitaires, augmentent les injustices et la cohésion de groupe parmi les plus démunis et facilitent ainsi la mobilisation pour les conflits.¹⁰⁰ Notre enquête a donc examiné si des groupes de sexes, d'âges et de groupes ethniques différents ont bénéficié différemment de la migration et des politiques migratoires contemporaines pour étudier le potentiel de futures injustices et conflits entre groupes.

En ce qui concerne les bénéficiaires économiques de la migration, les deux tiers des personnes interrogées (66 pour cent) ont indiqué que les habitants d'Agadez en général en ont beaucoup bénéficié. Par contre, certains groupes sont perçus comme en ayant bénéficié plus que d'autres. Les trois quarts des personnes interrogées (75 pour cent) ont signalé que les Toubou et les Touareg en ont beaucoup bénéficié. On estime que les autres groupes ethniques en bénéficient moins. Moins de la moitié des personnes interrogées ont indiqué que les Haoussas (46 pour cent), les Zarma (45 pour cent) et les Peuls (44 pour cent) en bénéficient de manière significative.¹⁰¹ D'autres groupes perçus comme bénéficiaires sont les hommes (60 pour cent) et les jeunes (64 pour cent).

100 Caprioli, M. 2005. 'Primed for Violence: The Role of Gender Inequality in Predicting Internal Conflict,' *International Studies Quarterly*, 49(2), 161-178; Gurr, T. R. 1970. *Why Men Rebel*, Princeton, NJ, Princeton University Press; Gurr, T. R. 1993. *Minorities at Risk: A Global View of Ethnopolitical Conflicts*, Washington, DC, United States Institute of Peace Press; Stewart, F. 2005. 'Horizontal Inequalities: A Neglected Dimension of Development,' in: *Wider Perspectives on Global Development*, ed. United Nations University–World Institute for Development Economics Research, Helsinki, UNU-WIDER; Østby, G. 2008. 'Inequalities, the Political Environment and Civil Conflict: Evidence from 55 Developing Countries,' in: *Horizontal Inequalities and Conflict: Understanding Group Violence in Multiethnic Societies*, ed. Frances, S., Basingstoke, Palgrave Macmillan.

101 Les Arabes se classent quelque part entre les deux, 56 pour cent des personnes interrogées les percevant comme bénéficiant beaucoup de la migration.

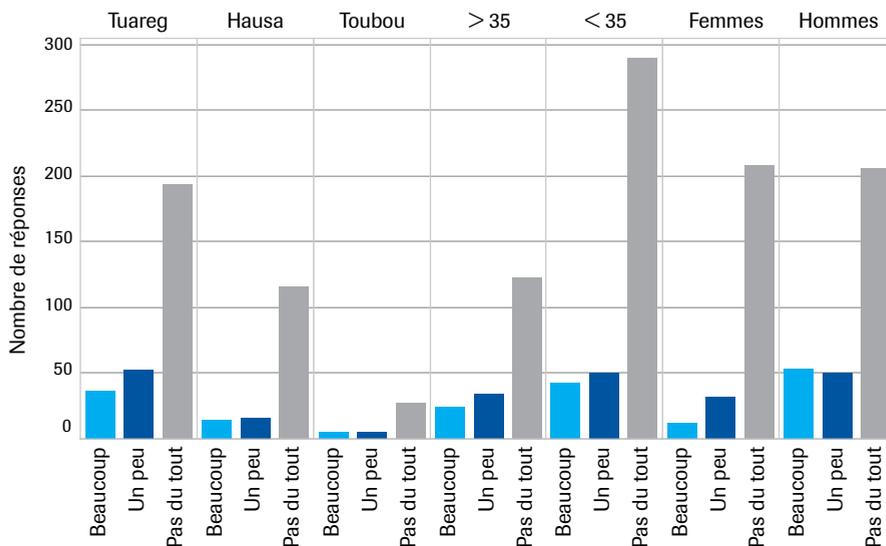


Figure 5 Bénéficiaires des mesures contre le trafic illicite des migrants

En comparaison, aucun groupe ethnique particulier n'est perçu comme bénéficiant de manière disproportionnée des mesures d'atténuation de la migration. Lorsqu'on leur a demandé si chaque groupe ethnique tirait parti des mesures contre le trafic d'êtres humains, 70 pour cent des personnes interrogées ont noté que les Touareg n'en profitent pas du tout (contre 18 pour cent des personnes interrogées qui ont dit qu'ils en bénéficiaient beaucoup); 69 pour cent ont indiqué que les Toubou n'en profitent pas du tout (contre 21 pour cent des personnes interrogées qui ont dit qu'ils en profitent beaucoup). La population d'Agadez dans son ensemble souffre encore plus, 74 pour cent des personnes interrogées déclarant qu'elle est moins bien lotie à cause de ces mesures.

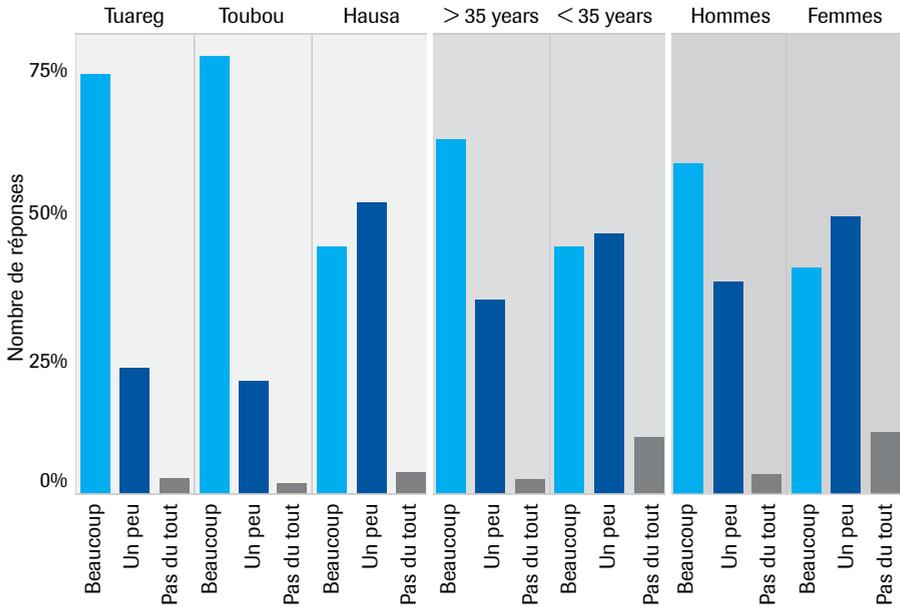


Figure 6 Avantages économiques perçus de la migration par catégorie démographique

Ces résultats répondent à une préoccupation particulièrement importante pour certaines personnes interrogées, à savoir que le débordement potentiel de la violence en provenance de la Libye pourrait être proche, surtout en lien avec le groupe ethnique Toubou qui contrôle la migration vers la Libye.¹⁰² Cette crainte a trait à la dynamique des conflits dans le sud de la Libye, où des conflits violents sur le territoire éclatent fréquemment entre les milices Toubou et Touareg.¹⁰³ De plus, les récentes mesures migratoires ont conduit à l'arrestation de nombreux chauffeurs Toubou – en raison de leur rôle prépondérant dans les réseaux de passeurs en route vers la Libye et/ou de l'importance des Touareg rivaux dans les structures de gouvernance locales.¹⁰⁴ Les résultats de l'enquête indiquent que cela n'a pas nécessairement abouti à ce que les mesures d'atténuation des migrations soient perçues comme bénéfiques ou nuisibles à un groupe ethnique plus qu'à d'autres. Les données sont toutefois moins tranchées.

102 Entretien personnel avec un journaliste de Radio Alternative et avec un passeur 4. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

103 De Bruijne, K., El Kamouni-Janssen and F. Molenaar, F. 2017. 'CrisesAlert1:Challenging the assumptions of the Libyan conflict,'La Haye, Clingendael.

104 Molenaar and El Kamouni-Jansen, *op.cit.* Aussi Entretien personnel avec un membre du personnel de GIZ et un journaliste de Radio Sahara. 2017. Agadez, Niger, Juin.

Selon plusieurs personnes interrogées, la mise en œuvre de la loi de migration de 2015 a créé un sentiment de solidarité entre ces deux groupes en regroupant Toubou et Touareg ensemble comme cibles de mesures répressives.¹⁰⁵ Selon d'autres personnes interrogées, les Toubou ont toutefois l'impression d'être plus pris à parti que d'autres groupes ethniques, ce qui peut les amener à se rebeller.¹⁰⁶

Les données des entrevues recueillies auprès des autorités locales et des journalistes montrent également des préoccupations plus générales en matière d'insécurité. Plusieurs personnes interrogées ont exprimé la crainte que les récentes attaques de banditisme sur les routes puissent être annonciatrices d'une autre rébellion. D'autres personnes interrogées soulignent la menace potentielle de l'extrémisme violent, comme le journaliste qui qualifie les groupes extrémistes de «vendeurs de rêves avec de nombreux clients».¹⁰⁷ Plusieurs anciens rebelles et dirigeants ethniques de haut niveau ont toutefois dit avec force que ce n'est pas un temps pour la rébellion.¹⁰⁸ D'autres ont ajouté que «les rébellions ne peuvent plus être contrôlées de nos jours», ce qui signifie qu'une fois qu'une rébellion est en cours, ce n'est qu'une question de temps avant que les groupes extrémistes violents ne s'installent et prennent le relais.¹⁰⁹ C'est le cas notamment parce que les pays riverains d'Agadez, comme le Mali, le Nigeria et la Libye, sont des foyers de groupes extrémistes armés.¹¹⁰

Cela ne veut pas dire que les autorités régionales ne sont pas préoccupées par la propagation de l'insécurité à Agadez. En 2014, le Conseil régional a mis en place un comité de paix pour éviter que les conflits entre les groupes Toubou et Touareg ne se propagent de la Libye à Agadez. Ce comité réunit tous les leaders ethniques pour

105 Entretien personnel avec un journaliste de Radio Nomade, un représentant du Conseil Régional 3, la cheffe des femmes et un chef Touareg. 2017. Agadez, Niger, Juillet. Les données de l'enquête montrent que 70,3 pour cent des Toubou interrogés se livrent à des activités économiques liées à la migration (contre 29,5 pour cent pour l'ensemble des personnes interrogées). Les Toubou interrogés identifient plus les politiques gouvernementales et actions de la police restrictives comme les raisons les plus importantes de la diminution des moyens de subsistance de leur ménage au cours des cinq dernières années que les autres groupes ethniques. Nous invitons les lecteurs à explorer plus à fond les données d'enquête avec l'aide de notre [bord interactif](#).

106 Entretien personnel avec un membre du personnel de GIZ, un journaliste de Radio Sahara et un représentant de la Chambre de Commerce. 2017. Agadez, Niger, Juin.

107 *Ibid.*

108 Entretien personnel avec un représentant du Conseil Régional 3, un chef Touareg et un passeur 3. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

109 Entretiens personnels avec un journaliste de Radio Alternative, un ancien rebelle et passeur, et un représentant du Conseil Régional 4. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

110 Deux anciens passeurs ont expliqué que les Touareg ne sont pas un groupe ethnique enclin au terrorisme: «Nous ne sommes pas allés à l'école, c'est tout. C'est juste que d'autres personnes portant des turbans font de mauvaises choses et les gens les associent aux Touareg.»

discuter et servir de médiateur dans les conflits potentiels. La simple existence du comité témoigne du besoin continu des autorités locales de surveiller et de gérer les dynamiques potentielles de conflit.¹¹¹ Un membre du Conseil régional a également fait savoir qu'il ne savait pas combien de temps la médiation des conflits pourrait durer, étant donné que les autorités locales ne sont pas en mesure de proposer des alternatives économiques pour remplacer le trafic et ont ainsi perdu une partie de leur légitimité, surtout chez les Toubou.¹¹²

Encadré 6 L'insatisfaction des Toubou à l'égard de la mise en œuvre de la loi de 2015

Fin 2016, les Toubou sont descendus dans la rue et ont menacé d'attaquer le commissariat de police où une centaine de voitures confisquées étaient garées. Leur but était de revendiquer la propriété des véhicules et d'utiliser la force si nécessaire. Les autorités ont réagi rapidement et relocalisé les voitures dans un camp militaire éloigné à l'extérieur de la ville. Comme l'explique un ancien chauffeur Toubou, l'incident doit être compris dans le contexte des traditions pastorales de longue date, selon lequel une règle dit que «Si vous attaquez mon chameau, j'ai le droit de vous tuer». Sans surprise, les autorités ont pris la menace très sérieusement.

Les Toubou, dont beaucoup ont la double nationalité, ont été marginalisés sous Kadhafi et largement négligés par les autorités gouvernementales à Niamey. En fait, beaucoup ont soutenu qu'ils fonctionnaient efficacement de manière autonome depuis longtemps, les activités de contrebande transfrontalières étant leur bouée de sauvetage. Avec la confiscation de leurs voitures, essentielles à leur subsistance, les Toubou se sentent «menacés non seulement par l'hostilité de leur territoire, mais aussi par l'hostilité de leur gouvernement», comme l'a dit un ancien chauffeur Toubou.

111 Selon un membre du Conseil Régional, l'un des grands accomplissements du comité a été la diffusion d'un soulèvement Toubou en pleine maturité qui a fait la une des journaux l'an dernier, réunissant toutes les élites concernées. Entretien personnel avec un ancien rebelle et passeur. 2017. Agadez, Niger, Juillet. Une autre personne interrogée (non élite) a déclaré que le gouvernement de Niamey avait racheté les Toubou après avoir envoyé une communication écrite à l'ambassade des États-Unis demandant un soutien dans leur lutte. Entretiens personnels avec un ancien maire d'Agadez et un représentant de la Chambre de Commerce d'Agadez. 2017. Agadez, Niger, Juin.

112 Interview en ligne avec le Responsable du Développement Régional à Agadez. 2017, Août.

Deux personnes interrogées ont suggéré que la prochaine rébellion dans le nord du Niger était imminente et que cette fois le Toubou serait en tête. Selon les rumeurs, plutôt que d'être fermées, les mines de Djado ont été remises aux Toubou pour compenser les lourdes pertes subies par les mesures d'atténuation des migrations. Bien que ces allégations n'aient pas pu être vérifiées, elles indiquent les niveaux de frustration chez les Toubou.

Les résultats présentés conduisent à la conclusion qu'Agadez est relativement stable pour l'instant. Cependant, cette stabilité dépend plus d'un mélange d'expériences des diverses rébellions précédentes, des filets de sécurité informels et des précautions prises au niveau des élites que de politiques de développement efficaces s'occupant des doléances de la population. Etant donné que l'attention est maintenant portée sur Agadez, il semblerait que ce soit le moment opportun pour Agadez d'abandonner les efforts de criminalisation des jeunes hommes et commencer à réfléchir aux moyens d'investir dans le développement durable et à une plus grande efficacité des prestations de services locales pour répondre aux doléances locales. Les autorités d'Agadez se réjouiraient d'un tel changement, étant donné que la loi de 2015 a été mise en œuvre sans que beaucoup d'acteurs de la migration ne comprennent que leur conduite était illégale, une solution serait de libérer les personnes détenues et d'investir davantage dans des campagnes d'information et pour trouver des alternatives économiques au trafic.¹¹³

113 Commune d'Agadez, *op.cit.*

3 Opportunités pour le développement et la stabilité

Renforcer la légitimité de l'État

Comme vu précédemment, la participation actuelle de l'UE au Niger crée une opportunité pour soutenir les initiatives en cours des gouvernements locaux pour renforcer la performance de l'Etat à Agadez.¹¹⁴ L'objectif ultime serait de veiller à ce que le fait que le gouvernement nigérien respecte les politiques migratoires de l'UE, ne contribue pas aux injustices et ne diminue pas la confiance du public dans les autorités étatiques. Des recherches récentes montrent clairement qu'une radicalisation est en cours à Agadez.¹¹⁵ Dans le même temps, les autorités de l'Etat d'Agadez sont préoccupées par le fait que la loi de 2015 pourrait avoir accru l'insécurité dans la région.¹¹⁶ Les recommandations suivantes identifient les principaux points d'entrée pour les politiques migratoires renforçant plutôt que d'affaiblir le cadre institutionnel existant et qui contribuent à la satisfaction de la population d'Agadez avec les acteurs de la gouvernance locale.

1. *Utiliser les mécanismes consultatifs locaux pour planifier les interventions dans la région.* Pour le moment, les autorités d'Agadez estiment que la communauté internationale ne les a pas pris en compte lors de l'élaboration de leurs projets et interventions dans la région d'Agadez.¹¹⁷ Les points d'accès potentiels sont le Cadre de Concertation sur les migrations, la Commission Consultative Régionale de l'Administration Territoriale (COCORAT) et les comités d'observatoire communautaire de la GIZ.¹¹⁸

Le Cadre de Concertation est présidé par le président du Conseil Régional.

Le Gouvernorat occupe sa vice-présidence et un représentant des 15 communes

114 Le PNUD identifie une expérience positive de la fourniture de services efficaces en tant que source majeure de résilience (*op. cit.*, 5).

115 McCullough, Schomerus and Harouna, *op. cit.*

116 Commune d'Agadez, *op. cit.*, 9.

117 Entretiens personnels avec le représentant 1 du Conseil régional et le membre 1 des autorités municipales. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

118 République du Niger, 2017, *op. cit.* Le gouverneur a créé le COCORAT en accord avec le décret n° 2013-035 / PRN / MI / SP / D / AR du 1er février 2013 qui prévoit la création d'un tel comité dans chaque région.

de la région d'Agadez occupe la deuxième vice-présidence. L'objectif du cadre est de coordonner les activités internationales liées à la migration et au développement à Agadez et de fournir à la communauté internationale un point d'accès clair aux autorités locales.¹¹⁹ Cette évolution répond en partie au fait que les autorités locales considèrent que les processus liés à l'allocation des fonds sont appliqués sans consultation des gouvernements locaux ou de la société civile.¹²⁰

Le COCORAT est une commission consultative régionale pionnière sous la direction du gouverneur qui vise à exploiter le potentiel de la décentralisation dans la recherche de solutions durables pour la région d'Agadez. Travailler avec ces autorités locales pourrait également contribuer à la matérialisation de la décentralisation, qui est, au-delà du transfert de capital politique, l'habilitation des populations à planifier leur propre développement et à gérer leurs ressources.¹²¹ Les comités d'observatoires communaux de la GIZ constituent un point d'entrée pertinent pour étudier l'effet que les flux migratoires ont ou ont eu sur la fourniture de services au niveau communal. Ces comités ont été mis en place au niveau communal et se composent d'élites locales et de personnel technique. Ces comités recueillent des informations sur la manière dont leurs communautés ont été affectées par la migration et proposent des mesures pour y remédier.¹²² Travailler avec ces comités, répartis dans toute la région d'Agadez, permettrait également de s'assurer que les interventions ne restent pas limitées à la ville d'Agadez mais ciblent également d'autres communautés vulnérables.

2. *Investir dans une prestation de services plus efficace.* Le manque de prestation de services est une plainte générale à Agadez. Les gens sont frustrés par le manque ou la non-fiabilité de la fourniture d'électricité, de la collecte des ordures, de l'accès aux cliniques de santé, etc. Les données de l'enquête ont montré que les autorités étatiques (locales) sont généralement (et correctement) considérées comme responsables de la prestation de ces services. Car «l'expérience positive d'une prestation de services efficace est confirmée comme étant une source de résilience face à l'extrémisme violent»¹²³ et les investissements dans la fourniture de services peuvent accroître la légitimité des autorités étatiques d'Agadez pour renforcer la performance de l'Etat à Agadez.

119 Entretiens personnels avec le représentant 2 du Conseil régional et le membre 1 des autorités municipales. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

120 Entretiens personnels avec le représentant 4 du Conseil régional. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

121 Mohamadou, A. 2009. 'Décentralisation et pouvoir local au Niger,' dans: *Les pouvoirs locaux au Niger*, Tome 1: *A la veille de la décentralisation*, eds. Olivier de Sardan, J.P. and Tidjani, A.M., Paris, Codesria-Khartala, 270.

122 Entretien personnel avec le directeur des programmes de la GIZ. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

123 McCullough, Schomerus, and Harouna, *op. cit.*

Dans le cadre du processus de décentralisation en cours, les autorités d'Agadez ont mis en place un plan de développement régional qui comprend une liste exhaustive de priorités à traiter au cours des cinq prochaines années.¹²⁴ La communauté internationale pourrait appuyer ce plan pour faire en sorte que les injustices liées à la mise en œuvre de la loi de 2015 soient compensées par une prestation de services locaux plus efficace. En outre, le plan énumère certains des obstacles à la mise en œuvre de la décentralisation comme moyen de répondre aux besoins de la population. Selon l'analyse des autorités d'Agadez, la pénurie de personnel qualifié dans la majorité des communes, la mauvaise gestion des budgets locaux, ainsi que le manque de mobilisation des ressources aux niveaux local, régional et national entravent la réussite de la décentralisation.¹²⁵ Les projets de développement international pourraient investir dans la formation du personnel en matière de bonne gouvernance et de pratiques comptables pour remédier à certains de ces obstacles.¹²⁶

3. *Travailler avec des partenaires clés pour sensibiliser la population locale aux possibilités, mais aussi aux limites, des projets de développement international.* Les attentes sont élevées à Agadez concernant le soutien international. Dans le même temps, la désinformation abonde. Ce rapport a identifié plusieurs acteurs clés avec lesquels la communauté internationale pourrait travailler pour informer la population d'Agadez sur les spécificités des initiatives proposées et obtenir des retours sur la mise en œuvre de ces initiatives. Les autorités traditionnelles, qui ont pour fonction de combler le fossé entre la société et l'État, sont les premiers acteurs qui viennent à l'esprit. Une deuxième série d'acteurs clés sont les stations de radio locales. Une des conclusions inattendues de l'enquête était que de nombreuses personnes interrogées se tournent vers la radio pour exprimer leurs problèmes et protester. Les stations de radio jouent également un rôle important dans l'information de la population. Un partenariat stratégique avec les stations de radio pourrait donc être mis à profit pour accroître l'information et la légitimité des interventions internationales à Agadez.

124 Celles-ci comprennent la construction de nouvelles infrastructures (rues, hôpitaux, écoles), l'amélioration de la production et de la commercialisation de produits locaux (bétail, produits agricoles, produits artisanaux), la protection de l'environnement et l'amélioration de la gouvernance locale. Dans son plan, le Conseil prévoit un rôle plus important dans la consolidation de la paix. En tant que tels, les autorités visent à faire face à l'augmentation des taux de chômage et à atténuer les flux migratoires dans la région.

125 Conseil Régional d'Agadez, *op. cit.* Pour une analyse similaire, voir: Fonds Monétaire International Département Afrique, *op. cit.*

126 De plus, un effort concerté de la part de la communauté internationale pourrait tirer parti (établi ou nouveau) du transfert des contributions des entreprises à travers l'État central vers le niveau régional. Cela ne profiterait pas seulement aux communautés locales environnantes, mais contribuerait aussi à améliorer la stabilité de l'écosystème au sens large dans lequel ces entreprises opèrent.

Encadré 7 Stations de radio d'Agadez

Agadez a trois stations de radio principales: Radio Nomade fondée en 1998, suivie par Radio Sahara en 2003, et plus récemment Radio Alternative. Parmi celles-ci, Radio Sahara adhère à une ligne éditoriale légèrement différente. Son émission Opinions Plurielles est diffusée tous les dimanches soirs à neuf heures et diffuse les appels téléphoniques et le message des habitants d'Agadez qui partagent leurs problèmes, leurs injustices et leurs plaintes. De temps en temps, le maire d'Agadez appelle ou assiste en personne pour répondre aux demandes des citoyens exprimées à travers une multiplicité de plateformes, y compris divers médias sociaux. Une des premières radios établies au Niger, Radio Nomade transmet des nouvelles dans les trois langues principales parlées dans la région, le Haoussa, le Tamasheq et le français. Le personnel des organisations internationales et des ONG est également invité à partager leurs réflexions sur les développements dans la communauté d'Agadez et Radio Alternative a été particulièrement actif en fournissant un espace d'interaction avec un certain nombre de ces acteurs.

4. *Investir dans l'élaboration d'un Plan de Reconversion prenant en compte les conflits.* Le Plan de Reconversion est une initiative prometteuse qui combine une stratégie d'intervention et des propositions ascendantes pour des moyens de subsistance alternatifs. Malgré plusieurs mesures de précaution prises pour assurer la mise en œuvre transparente et juste du plan, le manque de fonds disponibles pour parrainer tous les projets proposés a entraîné la frustration et le sentiment d'injustice de nombreux participants. Compte tenu de la situation économique désastreuse dans laquelle de nombreux résidents d'Agadez se trouvent, il convient de prendre soin de concevoir une suite plus large au projet suivant les enseignements tirés de la littérature sur la DDR. Dans sa forme la plus optimale, le Plan de Reconversion serait accompagné d'une évaluation détaillée de la manière dont les projets individuels pourraient être reliés aux opportunités d'emploi existantes et comment les services (éducation, formation, mobilisation communautaire) pourraient être mis à disposition pour un développement économique à long terme. Ces mesures devraient contribuer à éviter la stigmatisation accrue des passeurs, à faire face aux tensions émergentes entre les bénéficiaires directs et indirects et à adopter une approche qui tienne compte des besoins et des qualités des femmes et des hommes sur le long terme.¹²⁷ En supprimant les injustices locales, de tels projets contribueraient également à certains problèmes de sécurité discutés tout au long de cette étude.

127 Specker, L. 2008. 'The R-Phase of DDR processes. An overview of key lessons learned and practical experiences,' CRU Report, La Haye, Clingendael.

Renforcer la sécurité

Outre les préoccupations de légitimité, la nature potentiellement contre-productive des mesures de sécurité pour prévenir ou combattre l'extrémisme violent mérite une attention particulière. La plupart des personnes interrogées ont noté que la loi de 2015 a entraîné une plus grande insécurité pour les migrants, les habitants d'Agadez et la région d'Agadez en général. Le PNUD note que «les initiatives axées exclusivement sur le renforcement des capacités de l'État risquent de perpétuer les structures néfastes du pouvoir qui sont des moteurs manifestes des mesures d'extrémisme violent en Afrique ... il est essentiel que les engagements internationaux en matière de droits de l'homme et l'état de droit, la participation et la protection des citoyens et la responsabilisation des forces de sécurité de l'État soient activement défendues par tous.»¹²⁸ Sur la base de certaines des initiatives discutées tout au long de cette étude, les recommandations suivantes indiquent:

1. *Investir dans la sécurité des communes et des migrants.* À ce jour, la formation de la police dans la région a principalement porté sur l'appréhension des passeurs de migrants. Étant donné que ces formations sont déjà en cours et que tout un centre de formation EUCAP Sahel a été créé à Agadez, une formation supplémentaire devrait être conçue pour améliorer la sécurité des migrants et la sécurité communale et prévenir la corruption de la police. L'amélioration de la sécurité répondrait à une plainte exprimée par plusieurs autorités, à savoir que les acteurs chargés de prévenir le trafic ne sont pas ceux responsables de répondre aux appels de détresse dans le désert, étant donné qu'ils ont les moyens et le carburant pour répondre rapidement. Inclure la sécurité communale permettrait à l'UE d'investir dans la légitimité des forces de sécurité locales en les formant pour identifier et répondre aux besoins de sécurité directe de la communauté et pour s'assurer que les populations locales bénéficient de cette formation.¹²⁹ S'attaquer à la sécurité communale répondrait aux préoccupations exprimées par les autorités locales, à savoir que les actions policières actuelles portent atteinte à la relation entre les forces de sécurité et la population d'Agadez.
2. *Engager les communautés locales dans la lutte contre les violations des droits humains des migrants.* Dans la lutte contre les pires excès de l'industrie du trafic d'êtres humains, il est possible de travailler avec les communautés de passeurs sans déployer immédiatement les forces militaires et sécuriser la gestion des migrations. A Zuwara, en Libye, les populations locales ont créé un précédent à cet égard, décidant d'accorder la priorité à la dignité humaine et non aux avantages du trafic.

128 PNUD, *op. cit.*, 6.

129 Voir, par exemple, Gordon, E. 2014. 'Security Sector Reform, Local Ownership and Community Engagement,' *Stability: International Journal of Security & Development*, 3(1), 1-18; Homel, P. and Masson, N. 2016. 'Partnerships for human security in fragile contexts: where community safety and security sector reform intersect,' *Australian Journal of International Affairs*, 70(3), 311-327.

Les gens ont mobilisé des ressources pour des opérations de saisie et d'arrestation menées par des agents des forces de l'ordre. Les passeurs arrêtés ont été soit détenus localement, soit envoyés dans les prisons de Tripoli. Le militantisme s'est traduit en aide pour les migrants qui ont été sauvés en mer par les gardes-côtes et les pêcheurs de Zuwara.¹³⁰ Les autorités traditionnelles d'Agadez semblent être prêtes à assumer un rôle similaire en collectant des informations sur les conditions dans les ghettos et sur les passeurs qui larguent des migrants au hasard dans le désert. En outre, les autorités traditionnelles pourraient être appelées à intervenir dans des situations potentiellement conflictuelles.

3. *Investir dans la gestion ascendante des conflits.* Les autorités locales et étatiques ont des antécédents en matière de règlement des différends au niveau régional et municipal. Le Conseil Régional a mis en place une commission de paix pour maintenir et consolider les relations pacifiques entre ethnies et pour prévenir les conflits dans les quinze communes d'Agadez.¹³¹ L'initiative a réussi à calmer les tensions entre Touareg et Toubou, et a obtenu le soutien des autorités traditionnelles, qui considèrent qu'il s'agit d'un effort remarquable de prévention des conflits.¹³² Suite à cette expérience, les décideurs politiques pourraient travailler avec ces initiatives ascendantes pour mettre en place des processus de prévention de l'extrémisme violent. Comme discuté, il y a peu de raison de s'attendre à l'apparition d'extrémistes armés de groupes rebelles dans un avenir proche. Ce qui est présent, cependant, est une situation de changement de la dynamique familiale et des difficultés économiques qui pourraient fournir un terreau fertile dans une société agacée.
4. *Concevoir des interventions sensibles à la PEV / CEV.* L'absence de développement durable, parfois associé à un conflit prolongé, peut créer un environnement idéal pour encourager la pensée extrémiste et alimenter l'attrait pour des groupes extrémistes violents. La littérature sur l'extrémisme violent nous apprend, par exemple, que les défis traditionnels du développement tels que le faible taux d'alphabétisation et le faible accès à l'éducation permettent l'introduction et la diffusion d'interprétations radicales de l'islam, alors que l'absence de bonne gouvernance et d'état de droit ouvre la porte aux groupes radicaux pour intervenir et combler ce vide. Ainsi, un composant PEV / CEV (Prévenir / contrer l'extrémisme violent) est inhérent à pratiquement tous les outils de développement traditionnels. Des efforts devraient être faits pour que les outils de développement traditionnels prennent en compte la PEV / CEV.¹³³ Il en est de même pour les politiques de migration.

130 Molenaar and El Kamouni-Jansen, *op. cit.*, 59.

131 Entretien personnel avec le représentant de la commission pour la Paix. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

132 Entretien personnel avec le sultan. 2017. Agadez, Niger, Juillet.

133 Kessels, E. and Nemr, C. 2016. 'Countering Violent Extremism and Development Assistance,' Global Center on Cooperative Security; Porter, R. 2015. 'Countering Violent Extremism Through Development,' USAID.

Conclusion

Après l'effondrement du tourisme à la suite des attaques terroristes et des enlèvements dans la région, ainsi que la fermeture récente des mines d'uranium et d'or dans le nord du Niger, l'effort de l'UE pour lutter contre la migration irrégulière est le dernier ajustement structurel auquel sont confrontés les habitants d'Agadez. Bien que la population affiche une résilience remarquable face à un contexte en constante évolution, la frustration, les sentiments d'injustice et de désespoir, ainsi que le sentiment général de découragement sont palpables dans les rues d'Agadez. Les politiques migratoires qui ne tiennent pas compte du fait que l'arrêt de la migration (irrégulière) peut accroître les injustices locales et affecter le développement local menaçant de saper un de leurs propres objectifs, à savoir investir dans le développement et la stabilité pour s'attaquer aux causes profondes de la migration. Jusqu'à présent, l'investissement massif des fonds du développement international dans les politiques migratoires n'a pas encore permis à la population d'être mieux lotie.

Par ailleurs, l'arrêt de la migration est devenu l'objectif des politiques de développement actuelles.¹³⁴ Les futures politiques migratoires doivent tenir compte de la situation géographique d'Agadez, au milieu de l'instabilité et des injustices économiques accrues que les mesures d'atténuation des migrations ont provoquées dans la région.¹³⁵ Les politiques migratoires ne peuvent être mises en œuvre de manière durable que si les décideurs politiques comprennent et prennent en compte la manière dont les mesures proposées affectent la réactivité de l'État et les dynamiques potentielles de radicalisation et de développement économique. Il est temps de passer à une vision plus globale et prenant en compte les conflits dans la gestion des migrations, dans laquelle la migration est considérée comme l'un des nombreux processus sociétaux. Ce n'est qu'alors que les politiques migratoires deviendront véritablement durables à long terme.

134 Molenaar and El Kamouni-Jansen, *op.cit.*

135 Cette préoccupation est également exprimée par les autorités étatiques d'Agadez. Voir Commune d'Agadez, *op.cit.*, 9.

Annexe – Méthode de recherche

Le rapport s'appuie sur une combinaison de données provenant de l'enquête, de groupes de discussion et de données provenant d'entrevues. La première étape exploratoire de la recherche (mai 2017) a consisté à recueillir des données secondaires socioéconomiques et sur les conflits dans la région d'Agadez à travers une enquête sur un échantillon aléatoire de 597 personnes interrogées (population d'Agadez = 118,244, $z = 1,96$, $ME = 0,04$). La randomisation a été assurée grâce au choix aléatoire de 12 quartiers d'Agadez (voir carte). Dans chacun de ces quartiers, les chercheurs ont utilisé la méthode de sélection aléatoire des ménages et des personnes individuelles interrogées au sein de ces ménages, tel qu'utilisé habituellement par l'Afrobaromètre. La répartition des personnes interrogées dans l'enquête se rapproche de la répartition sexospécifique et ethnique dans la région. Néanmoins, et en lieu et place des données récentes du recensement, nous restons très prudents avec l'extrapolation des résultats de notre échantillon à l'ensemble de la population d'Agadez, dans notre discussion sur les données de l'enquête.

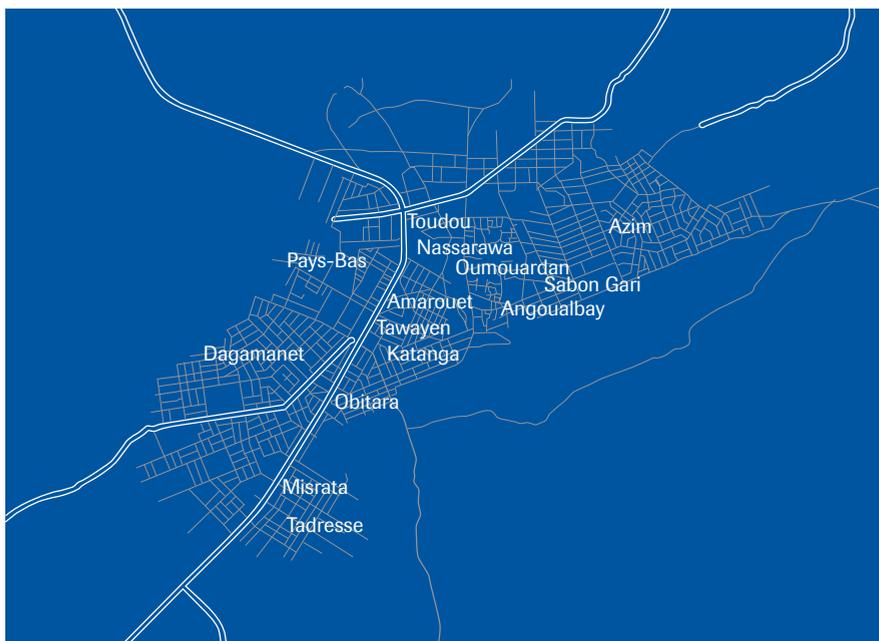


Figure 7 Carte des quartiers ayant fait l'objet de l'enquête

L'enquête a permis de recueillir des informations sur les caractéristiques démographiques pertinentes des personnes interrogées, le (sous) secteur ou l'industrie dans lequel elles travaillent, les changements dans l'accès aux moyens de subsistance (tels que les atouts ou les compétences, les activités, les possibilités d'emploi), les changements expérimentés dans l'accès à la gouvernance (tels que l'accès à la sécurité, la justice, la médiation des conflits et la représentation des intérêts) et les changements expérimentés dans le nombre et les types de conflits entre groupes. Bien que les personnes interrogées aient le choix entre « Ne sait pas » et « Refuse de répondre », notre test à deux choix n'a montré aucune signification statistique de ces deux catégories de réponses. Dans notre discussion sur les résultats de l'enquête, nous excluons toutes les réponses « Ne sait pas » et « Refuse de répondre ».

Au cours de la deuxième phase de recherche (juillet 2017), EPGA et Clingendael ont mené 60 entretiens avec des informateurs clés tels que les autorités de l'État, les autorités élues (conseil régional, maire, conseil municipal), les autorités traditionnelles (sultan, chef de quartier, chef de femme), les élites Touareg, Les élites Toubou, les ONG locales et internationales, les leaders religieux, les médias, les membres du secteur privé et les chambres de commerce.¹³⁶ De plus, nous avons organisé huit groupes de discussion avec des migrants (deux groupes de discussion), (anciens) facilitateurs de la migration (deux groupes de discussion), des jeunes entrepreneurs (deux groupes de discussion) et des femmes artisans et des producteurs (deux groupes de discussion). Les entretiens avec les informateurs clés et les discussions de groupes ont permis de poursuivre l'exploration des effets de l'industrie de la migration et des mesures d'atténuation des migrations sur Agadez. En outre, ces entretiens ont permis d'identifier les secteurs potentiels de croissance économique et les initiatives ascendantes qui pourraient être soutenues pour la stabilité et le développement économique d'Agadez.

136 Les personnes interrogées ont répondu sous couvert d'anonymat étant donné la nature délicate du sujet de l'étude.

Références

- Africanews*. 2016. 'Nouveau report des élections municipales au Niger,' 5 Octobre.
- Aljazeera. 2017. 'Dozens abandoned in Niger desert feared dead,' 27 Juin.
- Bierschenk, T. and Olivier de Sardan, J.P. 2003. 'Powers in the village: Rural Benin between democratisation and decentralisation,' *Africa*, 73(2), 145.
- Blattman, C. and Annan, J. 2015. 'Can Employment Reduce Lawlessness and Rebellion? A Field Experiment with High-Risk Men in a Fragile State,' Working Paper 21289, Cambridge, MA, National Bureau of Economic Research.
- Caprioli, M. 2005. 'Primed for Violence: The Role of Gender Inequality in Predicting Internal Conflict,' *International Studies Quarterly*, 49(2), 161-178.
- Commission Européenne. 2016. 'Second Progress Report: First Deliverables on the Partnership Framework with third countries under the European Agenda on Migration,' Décembre, Bruxelles. https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/second-progress-report-1_en_act_part1_v11.pdf (consulté en Septembre 2017).
- Commission Européenne. 2017. 'Fourth Progress Report on the Partnership Framework with third countries under the European Agenda on Migration,' Juin, Strasbourg, https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/4th_progress_report_partnership_framework_with_third_countries_under_european_agenda_on_migration.pdf (consulté en Septembre 2017).
- Commission Européenne. 2017. 'Fifth Progress Report on the Partnership Framework with third countries under the European Agenda on Migration,' Septembre, Bruxelles. https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage_en/31673/Fifth%20Progress%20Report%20on%20the%20Partnership%20Framework%20with%20third%20countries%20under%20the%20European%20Agenda%20on%20Migration (consulté en Septembre 2017).
- Commune d'Agadez. 2016. 'Rapport de la table-ronde sur la problématique de la migration dans la commune urbaine d'Agadez.'
- De Bruijne, K., El Kamouni-Janssen, F. and Molenaar, F. 2017. 'CrisesAlert1: Challenging the assumptions of the Libyan conflict,' La Haye, Clingendael.

- Denoeux, G. and Carter, L. 2009. 'Development Assistance and Counter-Extremism: A Guide to Programming,' Washington, DC, US Agency for International Development.
- De Tessières, S. 2017. 'Measuring Illicit Arms Flow- Niger,' Briefing Paper, Genève, Small Arms Survey.
- Deycard, F. 2011. *Les rébellions touarègues du Niger: combattants, mobilisations et culture politique*, Bordeaux, Institut d'études politiques de Bordeaux.
- Diallo, M.I. 2017. 'Agadez: Des élus locaux expriment leur ras-le-bol,' *Niger Diaspora*, 27 Mars.
- Edloe, L. 2007. 'Best practices for successful disarmament, demobilization, and reintegration (DDR),' *New Voices in Public Policy*, 1, Spring, 8, <https://journals.gmu.edu/newvoices/article/viewFile/56/56>.
- Fonds Monétaire International Département Afrique. 2013. *Niger: Poverty Reduction Strategy*, IMF Country Report no. 13/105, Washington DC, Fonds Monétaire International.
- Gordon, E. 2014. 'Security Sector Reform, Local Ownership and Community Engagement,' *Stability: International Journal of Security & Development*, 3(1), 1-18.
- Guichaoua, Y. 2009. 'Circumstantial Alliances and Loose Loyalties in Rebellion Making: The Case of Tuareg Insurgency in Northern Niger (2007-2009),' MICROCON Research Working Paper 20, Brighton, MICROCON.
- Guichaoua, Y. 2014. 'Transformations of Armed Violence in the Sahara,' Sahara Knowledge Exchange, Washington, DC, La Banque Mondiale.
- Guilbert, K. 2017. 'Niger Smugglers Take Migrants On Deadlier Saharan Routes - UN,' *AllAfrica*, 8 Aout.
- Guilmoto, C.Z. and Sandron, F. 2003. *Migration et développement*, Paris, La Documentation Française.
- Gurr, T. R. 1970. *Why Men Rebel*, Princeton, NJ, Princeton University Press.
- Gurr, T. R. 1993. *Minorities at Risk: A Global View of Ethnopolitical Conflicts*, Washington, DC, United States Institute of Peace Press.
- Hadan, I. 2017. 'Agadez: La colère des acteurs de la migration,' *Niger Diaspora*, 28 Aout.

- Hadan, I. 2017. 'Agadez: Recrudescence des attaques sur les axes routiers,' *NigerDiaspora*, 7 Juin.
- Homel, P. and Masson, N. 2016. 'Partnerships for humansecurity in fragile contexts: where community safety and security sector reform intersect,' *Australian Journal of International Affairs*, 70(3), 311-327.
- Institut National de la Statistique. 2012. 'Structure de la population,' Niamey.
- International Crisis Group. 2017. 'Niger and BokoHaram: Beyond Counter-insurgency,' Report no. 245, Bruxelles, ICG.
- Kessels, E. and Nemr, C. 2016. 'Countering Violent Extremism and Development Assistance,' Policy Brief, Washington, DC, Global Center on Cooperative Security.
- Le Bay, S. and Loquai C. 2008. *Assessing decentralisation and local governance in West Africa*. Bamako, Communiances.
- McCullough, A., Schomerus, M. and Harouna, A. 2017. 'Comprendre les trajectoires de la radicalisation à Agadez', Londres, Overseas Development Institute.
- Mohamadou, A. 2009. 'Foncier pouvoirs locaux et décentralisation dans le département de Dakoro (Niger),' in: *Inventer et mobiliser le local*, (ed.) Hagberg, S., Marseille. Association Euro-Africaine pour l'Anthropologie du Changement Social et du Development, Bulletin n.31-32, 105-6.
- Mohamadou, A. 2009. 'Décentralisation et pouvoir local au Niger,' in: *Les pouvoirs locaux au Niger*, Tome 1: *A la veille de la décentralisation*, eds. Olivier de Sardan, J.P. and Tidjani, A.M., Paris, Codesria-Khartala.
- Molenaar, F. and El Kamouni-Jansen, F. 2017. 'Turning the tide. The politics of irregular migration in the Sahel and Libya,' CRU Report, La Haye, Clingendael.
- Moulaye, H. 2006. 'Contribution des associations islamiques à la dynamique de l'islam au Niger,' Workingpaper no. 72, Institut für Ethnologie und Afrika studien, Johannes Gutenberg-Universität.
- Much, T. 2017. 'Teda drivers on the road between Agadez and Assheggur: Taking over an ancient Tuareg Caravan Route,' in *The Making of the African Road*, eds. Beck, K., Klaeger, C. and Stasik, M. Leiden, Brill.
- Newman, E. 2006 'Exploring the "Root Causes" of Terrorism, Studies in Conflict&Terrorism,' *Studies in Conflict&Terrorism*, 29(8), 749-772.

Organisation de Coopération et de Développement Économiques. 2016. *Regional Profile – Niger*. Octobre.

Organisation Internationale du Travail. 2010. *Socio-Economic Reintegration of Ex-Combatants*, Genève, 12-13.

Organisation Internationale du Travail. 2015. 'Waning Cohesion: The Rise and Fall of the FDLR-FOCA,' in: *The Small Arms Survey 2015: Weapons and the World*, Genève.

Østby, G. 2008. 'Inequalities, the Political Environment and Civil Conflict: Evidence from 55 Developing Countries,' in: *Horizontal Inequalities and Conflict: Understanding Group Violence in Multiethnic Societies*, ed. Frances, S., Basingstoke, Palgrave Macmillan.

Penney, J. 2017. 'Why More Migrants Are Dying in the Sahara,' *New York Times*, 22 Aout.

Porter, R. 2015. 'Countering Violent Extremism Through Development,' USAID, Septembre, <https://blog.usaid.gov/2015/09/countering-violent-extremism-through-development/> (consulté en Septembre 2017).

République du Niger. 2015. *Brochure d'information sur la décentralisation au Niger*. http://www.decentralisation-niger.org/images/publications/decentralisation/brochure_information_decentralisation.pdf (consulté en Septembre 2017).

République du Niger. 2016. 'Décret 2016-075 portant transfert des compétences et des ressources de l'état aux communes dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique et de l'environnement.'

République du Niger. 2008. 'Loi 2008-42 du 31 juillet 2008 relative à l'organisation et l'administration du territoire de la République du Niger.'

République du Niger. 2014. 'Loi 2014-64 modifiant et complétant la loi n° 2000-008 du 07 juin 2000 instituant le système de quota dans les fonctions électives, au gouvernement et dans l'administration de l'Etat.' 5 Novembre.

République du Niger. 2015. 'Loi 2015-01 portant statut de la chefferie traditionnelle en République du Niger.'

République du Niger. 2015. 'Loi 2015-36 relative au trafic illicite de migrants.'

République du Niger. 2010. 'Ordonnance N° 2010-54 portant Code Général des Collectivités Territoriales de la République du Niger,' Arts. 306, 308-311.

République du Niger. 2014. 'Plan de Développement Régional d'Agadez 2016-2020.'

République du Niger. 2016. 'Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 2010-54 du 17 septembre 2010, portant Code Général des Collectivités Territoriales de la République du Niger,' 7 Octobre.

République du Niger. 2017. 'Rapport des travaux de la réunion d'installation et de la première session ordinaires de la commission consultative régionale de l'administration territoriale (COCORAT).'

République du Niger. 2016. 'Transfert des compétences et des ressources de l'état aux régions collectivités territoriales dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique et de l'environnement.' 26 Janvier.

Samuel Hall. 2016. 'Selling Sand in the Desert, The Economic Impact of Migration in Agadez.' IOM Niger.

Specker, L. 2008. 'The R-Phase of DDR processes. An overview of Key Lessons Learned and Practical Experiences,' CRU Report, La Haye, Clingendael.

Stewart, F. 2005. 'Horizontal Inequalities: A Neglected Dimension of Development,' in: *Wider Perspectives on Global Development*, ed. United Nations University–World Institute for Development Economics Research, Helsinki, UNU-WIDER

Tore, B. 2005. *Root Causes of Terrorism: Myths, Reality And Ways Forward*. Londres, Routledge.

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). 2017. *Journey to Extremism in Africa: Drivers, Incentives and the Tipping Point for Recruitment*, New York, Regional Bureau for Africa.

World Nuclear Association. 2017. 'Uranium in Niger,' Juillet, <http://www.world-nuclear.org/information-library/country-profiles/countries-g-n/niger.aspx> (consulté en Septembre 2017).